



**PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°63-2022-156

PUBLIÉ LE 23 NOVEMBRE 2022

# Sommaire

## **63\_DDFIP\_Direction Départementale des Finances Publiques /**

63-2022-11-09-00006 - 28-DS Décision de Délégation en matière d'ordonnancement secondaire des programmes 156,218,723,907 et des actes relevant du pouvoir adjudicateur DS-PPR n°2022-28 (4 pages) Page 4

63-2022-11-02-00006 - Procuration sous seing privé/Délégation Trésorerie Hospitalière du Puy de Dôme (4 pages) Page 9

## **63\_DDT\_Direction Départementale des Territoires du Puy-de-Dôme / Service Eau Environnement Forêt**

63-2022-11-21-00003 - Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'agrément délivré à la société DUBOST Assainissement pour la réalisation des vidanges, de la prise en charge du transport et de l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (4 pages) Page 14

## **63\_DRDDI\_Direction régionale des douanes et droits indirects d Auvergne /**

63-2022-11-22-00001 - Décision 2022/7 du directeur régional à Clermont-Ferrand portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Lyon (40 pages) Page 19

## **63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme / Direction des Collectivités Territoriales**

63-2022-11-21-00004 - Arrêté prononçant la dissolution d'office de l'Association Syndicale Autorisée du Bois de la Grange (2 pages) Page 60

## **63\_UDDREAL\_Unité départementale de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Puy-de-Dôme /**

63-2022-11-16-00005 - Arrêté préfectoral du 16/11/2022 prononçant une amende administrative à l'encontre de la société HIRSCH - commune de Thiers (4 pages) Page 63

63-2022-11-16-00004 - Arrêté préfectoral du 16/11/2022 prononçant une astreinte journalière à l'encontre de la société HIRSCH - commune de Peschadoires (4 pages) Page 68

63-2022-11-17-00009 - Arrêté préfectoral du 17/11/2022 mettant en demeure la société ADIAMAS de respecter les prescriptions réglementaires pour l'exploitation de son établissement - commune de Palladuc (4 pages) Page 73

63-2022-11-17-00008 - Arrêté préfectoral du 17/11/2022 prononçant une amende administrative à l'encontre de la société ADIAMAS - commune de Palladuc (2 pages) Page 78

## **84\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne / protection judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne**

63-2022-11-23-00006 - AR du 23/11/2022 portant sur le prix de journée moyen (4 pages) Page 81

|   |          |
|---|----------|
| 63-2022-11-23-00003 - AR du 23/11/2022 portant sur le prix moyen de journée (2 pages) | Page 86  |
| 63-2022-11-23-00005 - AR du 23/11/2022 portant sur le prix moyen de journée (2 pages) | Page 89  |
| 63-2022-11-23-00007 - AR du 23/11/2022 portant sur le prix moyen de journée (4 pages) | Page 92  |
| 63-2022-11-23-00001 - AR du 23/11/2022 portant sur prix de journée moyen (2 pages)    | Page 97  |
| 63-2022-11-23-00004 - AR du 23/11/2022 portant sur prix moyen de journée (2 pages)    | Page 100 |

63\_DDFIP\_Direction Départementale des  
Finances Publiques

63-2022-11-09-00006

28-DS Décision de Délégation en matière  
d'ordonnancement secondaire des programmes  
156,218,723,907 et des actes relevant du pouvoir  
adjudicateur DS-PPR n°2022-28

## **PROCURATION SOUS SEING PRIVE DELEGATION**

Le soussigné, **Stéphane BOUDJEMAA**, chef des services comptables, comptable public, responsable de la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme, abroge les procurations et délégations du 1<sup>er</sup> juin 2022 et déclare :

### **1- Constituer pour ses mandataires spéciaux et généraux :**

**Mme Arlette MARMOITON**, inspectrice divisionnaire des finances publiques  
**Mme Sonia PEREZ**, inspectrice des finances publiques  
**M. Matthieu BERTHET**, inspecteur des finances publiques  
**Mme Christelle VOLLAIRE**, contrôleur principale des finances publiques  
ayant tous les quatre élu domicile à la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme

leur donner pouvoir

- de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme ;
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception ;
- de recevoir et de payer toutes sommes qui lui sont ou pourraient être légitimement dues, à quel titre que ce soit, pour tous redevables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée ;
- d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements ;
- de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges ;
- de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration, par le juge des comptes ;
- de le représenter auprès des agents de la Banque de France pour toute opération ;
- de le représenter auprès de la DDFIP et des ordonnateurs ;
- de procéder aux habilitations pour l'accès aux applicatifs nécessaires au fonctionnement du poste pour les agents de la DGFIP et hors DGFIP sous réserve pour ces derniers de la réception des fiches navettes correspondantes et d'une demande expresse pour les certificateurs ;

**Constituer pour ses mandataires spéciaux et généraux à condition de ne s'en servir qu'en cas d'absence conjointe de Mme MARMOITON, Mme PEREZ, M. BERTHET et Mme VOLLAIRE.**

**Mme Sylvie BROSSON**, contrôleur principale des finances publiques  
**Mme Patricia GRASSE**, contrôleur principale des finances publiques  
**M. Jean-Yves GAYDIER**, contrôleur principal des finances publiques  
**Mme Béatrice BACCI**, contrôleur 1<sup>ère</sup> classe des finances publiques  
**Mme Fabienne GERLE**, contrôleur 1<sup>ère</sup> classe des finances publiques  
**M. Sébastien FOURNERIE**, contrôleur 2<sup>ème</sup> classe des finances publiques  
ayant tous les six élu domicile à la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme

Leur donner pouvoir, à l'exclusion de l'octroi de délais de paiement pour lequel une procuration et délégation spéciale est accordée en paragraphe 4

- de gérer et administrer, pour lui et en son nom la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme ;
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception ;

- de recevoir et de payer toutes sommes qui lui sont ou pourraient être légitimement dues, à quel titre que ce soit, pour tous redevables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée :
- d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements :
- de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges :
- de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration, par le juge des comptes :
- de le représenter auprès des agents de la Banque de France et de la DDFiP pour toute opération :
- de le représenter auprès de la DDFiP et des ordonnateurs :

En conséquence, donner pouvoir à Mme MARMOITON, Mme PEREZ, M. BERTHET, Mme VOLLAIRE, Mme BACCI, Mme BROSSON, Mme GRASSE, M. GAYDIER, Mme GERLE et M. FOURNERIE de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme. Les mandataires ont tous les pouvoirs suffisants afin qu'ils puissent, sans le concours du mandant, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés, y compris pour agir en justice et signer les bordereaux de production aux procédures collectives.

## **2- constituer pour ses mandataires spéciaux**

### **a- pour les opérations relatives aux dépenses sur et hors marchés**

**M. Abdel AL MOUATASSIM**, agent administratif principal des finances publiques  
**Mme Fabienne GERLE**, contrôleuse 1ère classe des finances publiques  
**Mme Elodie MALARD**, agente administrative des finances publiques  
**M. Philippe GERMINAL**, agent administratif principal des finances publiques  
**Mme Amandine MONTMEAT**, agente contractuelle

Ayant tous les cinq élu domicile à la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme,

Leur donner pouvoir de :

- viser les dépenses de tous montants et relatives à tous les services en application de la réglementation en vigueur :
- procéder, signer et notifier les rejets ou suspensions en application de la réglementation en vigueur :
- payer les mandats n'ayant fait l'objet ni de rejet ou de suspension dès lors que les pièces justificatives produites sont suffisantes et probantes en application de la réglementation en vigueur :

### **b- pour les opérations relatives aux payes et assimilés, aux charges sociales, au PAS**

**Mme Patricia GRASSE**, contrôleuse 1<sup>ère</sup> classe des finances publiques  
**M. Jibrine OUENNOUGHI**, contrôleur des finances publiques  
**M Anrfane ASSANI**, agent administratif des finances publiques

Ayant tous les trois élu domicile à la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme

Leur donner pouvoir de :

- viser les dépenses de paye, quelle que soit leur nature, tous montants et relatives à tous les services en application de la réglementation en vigueur :

- procéder, signer et notifier les rejets ou suspensions en application de la réglementation en vigueur ;
- payer les flux de rémunération et les mandats n'ayant fait l'objet ni de rejet ou de suspension dès lors que les pièces justificatives produites sont suffisantes et probantes en application de la réglementation en vigueur ;

Le mandataire prend l'engagement de ratifier tout ce que ses mandataires auront pu faire en vertu de la présente procuration.

### **3- constituer pour ses mandataires spéciaux en matière d'octroi de délais de paiement**

**Mme Beatrice BACCI**, contrôleuse 1<sup>ère</sup> classe des finances publiques  
Ayant élu domicile à la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme

Lui donner pouvoir de :

- accorder des délais de paiement dans la limite cumulée de 5 000€ et d'une durée de deux ans maximum ;
- accorder et de signer les mainlevées ;
- signer les bordereaux d'envoi de facture à l'ESAT ;
- signer les bordereaux de réception des envois recommandés ;

**Mme Emeline YEH**, contrôleuse des finances publiques  
**M. Christian GIMEL**, agent administratif principal des finances publiques  
**Mme Laurie WALECKX**, agente administrative principale des finances publiques  
Ayant tous les trois élu domicile à la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme

Leur donner pouvoir de :

- accorder des délais de paiement dans la limite cumulée de 1 000€ et d'une durée de un an maximum ;
- accorder et de signer les mainlevées ;
- signer les bordereaux d'envoi de facture à l'ESAT ;
- signer les bordereaux de réception des envois recommandés ;

Le mandataire prend l'engagement de ratifier tout ce que ses mandataires auront pu faire en vertu de la présente procuration.

### **4- constituer pour ses mandataires spéciaux en matière d'activité libérale**

**Mme Fabienne BATUT**, agent administratif principal des finances publiques  
**M. Christian GIMEL**, agent administratif principal des finances publiques  
Ayant tous les deux élu domicile à la Trésorerie Hospitalière du Puy-de-Dôme

Leur donner pouvoir afin de

- assurer le reversement des honoraires encaissés au titre de l'activité libérale des praticiens hospitaliers ;
- de procéder au recouvrement des redevances mises à la charge des praticiens hospitaliers ;
- d'assurer la restitution des avis de sommes à payer non encaissés selon la réglementation en vigueur ;

Le mandataire prend l'engagement de ratifier tout ce que ses mandataires auront pu faire en vertu de la présente procuration.

Fait à Clermont-Ferrand le 2 novembre 2022

**Le mandant**  
**M BOUDJEMAA**

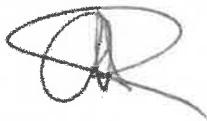


**Les mandataires généraux**

**Mme MARMOITON**



**Mme VOLLAIRE**



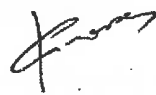
**M. GAYDIER**



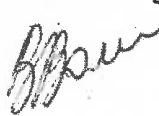
**Mme PEREZ**



**Mme GRASSE**



**Mme BACCI**



**M. BERTHET**

**Mme BROSSON**



**Mme GERLE**



**M. FOURNERIE**



**Les mandataires spéciaux**

**M. AL MOUATASSIM**



**M GERMINAL**



**Mme GERLE**



**M ASSANI**



**M. OUENNOUGH**



**Mme MALARD**



**Mme WALECKX**



**M. GIMEL**



**Mme BATUT**



**Mme YEH**



**Mme MONTMEAT**



4/4



63\_DDFIP\_Direction Départementale des  
Finances Publiques

63-2022-11-02-00006

Procuration sous seing privé/Délégation  
Trésorerie Hospitalière du Puy de Dôme

**Direction départementale  
des Finances publiques du Puy-de-Dôme**  
2 rue Gilbert Morel  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

**DÉCISION DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE  
EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE  
des programmes 156, 218, 723, 907 et des actes relevant du pouvoir adjudicateur  
DS-PPR n° 2022-28**

*L'administratrice des finances publiques, directrice du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques du Puy-de-Dôme*

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n° 210-687 du 24 juin 2010 ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 11 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Patrick SISCO, administrateur général des finances publiques de 1ère classe, en qualité de directeur départemental des finances publiques du Puy-de-Dôme ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 19 juin 2020 portant nomination de Madame Nathalie CAUMON, administratrice des finances publiques, affectée dans le Puy-de-Dôme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20-01847 du 31 août 2020 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Madame Nathalie CAUMON, administratrice des finances publiques, directrice du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques du Puy-de-Dôme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20-01846 du 31 août 2020 portant délégation de signature pour les actes relevant du pouvoir adjudicateur à la direction départementale des finances publiques à Madame Nathalie CAUMON, administratrice des finances publiques, directrice du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques du Puy-de-Dôme ;

Vu l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 20-01847 du 31 août 2020 autorisant Madame Nathalie CAUMON à déléguer sa signature aux agents placés sous son autorité ;

Vu la décision de délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des programmes 156, 218, 723, 907 et des actes relevant du pouvoir adjudicateur DS-PPR n° 2021-45 du 28 octobre 2021 ;

**DÉCIDE**

**Article 1 :** Subdélégation en matière d'ordonnancement secondaire (programmes 156, 218, 723, 907)

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie CAUMON, la délégation qui lui est conférée par arrêté du préfet du Puy-de-Dôme n° 20-01847 du 31 août 2020 en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses imputées sur le budget de l'État sera exercée par :

- M. Yannick CHADELAT, inspecteur principal des finances publiques, responsable de la division Budget, Immobilier, Logistique ;
- Mme Nathalie GAUMY, inspectrice des finances publiques, responsable de l'immobilier ;
- Mme Mireille FILLOT, inspectrice des finances publiques, responsable du service budget-achats-logistique .

Par ailleurs, la délégation limitée aux seules opérations :

- de validation des demandes d'achat dans CHORUS Formulaires ;
- d'attestation du service fait ;
- d'ordre de payer

sera exercée par :

- Mme Sylvie MENPONTEIL, contrôleuse des finances publiques, régisseuse de la cité administrative ;
- M. Benjamin REIGNER, contrôleur des finances publiques, service budget achats logistique ;
- M. Arnaud JARSAILLON, contrôleur des finances publiques, cellule immobilière ;
- M. Ludovic DEMAISON, agent administratif principal des finances publiques ;
- M. Bruno SACCOMANO, agent administratif principal des finances publiques ;
- M. Josselin LEBRE, agent administratif principal des finances publiques .

Bénéficiaire également d'une habilitation à Chorus Coeur et sont à ce titre autorisés à exercer les prérogatives associées aux licences dont ils ont l'attribution :

- M. Yannick CHADELAT, inspecteur principal des finances publiques, responsable de la division Budget, Immobilier, Logistique : licence MP7 ;
- Mme Mireille FILLOT, inspectrice des finances publiques, responsable du service budget-achats-logistique : licence MP2/MP7/MP9 ;
- Mme Nathalie GAUMY, inspectrice des finances publiques, responsable de l'immobilier : licence MP2/MP7/MP9 ;
- Mme Sylvie MENPONTEIL, contrôleuse des finances publiques, régisseuse de la cité administrative:licence MP7 ;
- M. Benjamin REIGNER, contrôleur des finances publiques, service budget achats logistique:licence MP2/7 ;
- M. Josselin LEBRE, agent administratif principal des finances publiques : licence MP7.

**Article 2 :** Subdélégation en matière d'ordonnancement secondaire des actes relevant du pouvoir adjudicateur

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie CAUMON, la délégation qui lui est conférée par arrêté du préfet du Puy-de-Dôme n° 20-01846 du 31 août 2020 en matière d'ordonnancement secondaire des actes relevant du pouvoir adjudicateur sera exercée par :

- M. Yannick CHADELAT, inspecteur principal des finances publiques, responsable de la division Budget, Immobilier, Logistique ;
- Mme Nathalie GAUMY, inspectrice des finances publiques, responsable de l'immobilier.
- Mme Mireille FILLOT, inspectrice des finances publiques, chef du service budget-achats-logistique.

**Article 3 :** Subdélégation en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur le compte de commerce n° 907 "Opérations commerciales des domaines" pour la gestion de la Cité administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie CAUMON, la délégation qui lui est conférée par arrêté du préfet du Puy-de-Dôme n° 20-01847 du 31 août 2020 en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur le compte de commerce n° 907 "Opérations commerciales des domaines" pour la gestion de la Cité administrative sera exercée par :

- M. Yannick CHADELAT, inspecteur principal des finances publiques, responsable de la division Budget, Immobilier, Logistique ;
- Mme Nathalie GAUMY, inspectrice des finances publiques, responsable de l'immobilier ;
- Mme Mireille FILLOT inspectrice des finances publiques, responsable du service budget-achats-logistique ;
- Mme Sylvie MENPONTEIL, contrôleuse des finances publiques, régisseuse de la cité administrative ;
- M. Benjamin REIGNER, contrôleur des finances publiques, service budget achats logistique.

**Article 4 :** La décision de délégation de signature DS-PPR n° 2021-45 du 28 octobre 2021 est abrogée à compter du 8 novembre 2022.

**Article 5 :** Les collaborateurs mentionnés à la présente décision sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme et notifiée à tous les subdélégués.

Fait à Clermont-Ferrand, le 9 novembre 2022  
L'administratrice des finances publiques



Nathalie CAUMON  
Directrice du pôle pilotage et ressources



63\_DDT\_Direction Départementale des  
Territoires du Puy-de-Dôme

63-2022-11-21-00003

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à  
l'agrément délivré à la société DUBOST  
Assainissement pour la réalisation des vidanges,  
de la prise en charge du transport et de  
l'élimination des matières extraites des  
installations d'assainissement non collectif

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020 relatif à l'agrément délivré à la  
société Dubost Assainissement  
au titre de l'arrêté du 7 septembre 2009, pour la réalisation des vidanges,  
de la prise en charge du transport et de l'élimination des matières extraites des  
installations d'assainissement non collectif  
N° d'agrément : 63 / 2020 / 004**

Le Préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu la directive européenne n° 86-278 du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture ;**
- Vu la directive européenne n° 91-271 du 21 mai 1991 relative au traitement des « Eaux Résiduaires Urbaines » ;**
- Vu la directive européenne n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;**
- Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles R.211-25 à 45, R.214-5 et R.541-50 à 53 ;**
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2224-8 ;**
- Vu le Code de la Santé Publique, notamment son article L.1331-1-1 ;**
- Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application des articles R.211-25 à 45 du Code de l'Environnement ;**
- Vu l'arrêté du 15 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;**
- Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;**
- Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;**
- Vu l'arrêté du 3 décembre 2010, modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;**
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020 relatif à l'agrément de la société Dubost Assainissement, au titre de l'arrêté du 7 septembre 2009, pour la réalisation des vidanges et la prise en charge du transport et de l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;**
- Vu la demande de modification à son dossier d'agrément, portant sur le volume annuel demandé, présentée par la société Dubost Assainissement, reçue le 28 octobre 2022 ;**

**Considérant que (de droit); les personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif doivent être agréées ;**

**Considérant que (de fait); la demande de modification d'agrément fourni par le pétitionnaire est conforme à l'arrêté du 7 septembre 2009 ;**

**Sur proposition du directeur départemental des territoires**

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1<sup>er</sup> : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1<sup>er</sup> – BÉNÉFICIAIRE DE L'AGRÉMENT**

**L'agrément modifié est accordé à la société :**

**SARL DUBOST Assainissement  
Zone de la Matussière  
63300 THIERS  
N° SIRET : 451 602 445 00038**

#### **Article 2 – COMPLÉMENT A L'AGRÉMENT INITIAL**

**A l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, portant agrément de la Société DUBOST Assainissement, la phrase suivante est modifiée comme suit :**

**L'agrément est accordé pour un volume annuel de 2 500 m<sup>3</sup>/an, et déposé auprès des stations de traitement des eaux usées suivantes :**

- Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme),**
- Thiers (Puy-de-Dôme),**
- Paslières (Puy-de-Dôme),**
- Vichy (Allier),**
- Issoire (Puy-de-Dôme).**

#### **Collecte :**

**On entend par collecte, l'opération consistant à extraire les matières de vidange des installations d'assainissement non collectif.**

**On entend par matières de vidange, les matières extraites des fosses septiques, des fosses toutes eaux et des bacs dégraisseurs.**

#### **Transport :**

**On entend par transport l'opération consistant à acheminer les matières de vidange de leur lieu de production vers le lieu de leur élimination.**

#### **Élimination :**

**On entend par élimination, l'opération consistant à détruire, traiter ou valoriser les matières de vidange dans le but de limiter leur impact environnemental ou sanitaire.**



## TITRE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 3 : RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 4 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent agrément ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

Le présent agrément sera à disposition du public sur le site internet des services de l'État de la Préfecture du Puy de Dôme.

### ARTICLE 6 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent agrément est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent par le permissionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de sa publication sur le site Internet de la préfecture du Puy-de-Dôme, suivant les conditions de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon, C.S 90129, 63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1) peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site <https://citoyens.telerecours.fr/>

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'Administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

### Article 7 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,  
Le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent agrément qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme et dont une copie sera adressée pour information :

au Commandant du groupement départemental de gendarmerie du Puy-de-Dôme,  
à l'office français de la biodiversité.

Fait à Clermont-Ferrand, le 21 novembre 2022

Pour le directeur départemental des territoires,  
et par délégation,  
L'adjoint à la cheffe du service eau, environnement,  
forêt,

Xavier PINEAU



63\_DRDDI\_Direction régionale des douanes et  
droits indirects d Auvergne

63-2022-11-22-00001

Décision 2022/7 du directeur régional à  
Clermont-Ferrand portant subdélégation de la  
signature du directeur interrégional à Lyon



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

CLERMONT-FERRAND, LE 22 NOV. 2022

*DR Clermont-Ferrand*  
8 RUE RABANESSE  
63012 CLERMONT-FERRAND  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *TAILLANDIER David*  
Téléphone : 09 70 27 32 59  
Télécopie : 04 73 34 79 30  
Mél : [dr-auvergne@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-auvergne@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2022/7 du directeur régional à CLERMONT-FERRAND portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*TAILLANDIER David*

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

| <b>Nom/prénom</b>         | <b>Décharge</b> | <b>Recouvrement</b> | <b>Rejet</b> | <b>Restitution</b> | <b>Réduction</b> |
|---------------------------|-----------------|---------------------|--------------|--------------------|------------------|
| <b>TAURIN Carole</b>      | 350000          | 350000              | 350000       | 350000             | 350000           |
| <b>RIOU Michel</b>        | 350000          | 350000              | 350000       | 350000             | 350000           |
| <b>DELGOVE Vincent</b>    | 25000           | 25000               | 25000        | 25000              | 25000            |
| <b>HAAS Marie</b>         | 15000           | 15000               | 15000        | 15000              | 15000            |
| <b>ELIE Louis-Marie</b>   | 25000           | 25000               | 25000        | 25000              | 25000            |
| <b>PICHOT Ludovic</b>     | 10000           | 10000               | 10000        | 10000              | 10000            |
| <b>SOULIER Christophe</b> | 10000           | 10000               | 10000        | 10000              | 10000            |

**Annexe II à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional TAILLANDIER David**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

| Nom/prénom                | Décharge | Modération | Rejet    | Remise   | Transaction |
|---------------------------|----------|------------|----------|----------|-------------|
| <b>TAURIN Carole</b>      | illimité | illimité   | illimité | illimité | illimité    |
| <b>RIOU Michel</b>        | illimité | illimité   | illimité | illimité | illimité    |
| <b>BECKER Verguine</b>    | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |
| <b>DELGOVE Vincent</b>    | 25000    | 25000      | 25000    | 25000    | 35000       |
| <b>DEPOMMIER Bruno</b>    | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>DUMARTY Anne-Laure</b> | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>DUMARTY Bertrand</b>   | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>HAAS Marie</b>         | 15000    | 15000      | 15000    | 15000    | 25000       |
| <b>JUBAN Elodie</b>       | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 10000       |
| <b>MEDUS Martine</b>      | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>PAYS Valery</b>        | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>PETRUCCI Agnes</b>     | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>ROCHIS Magali</b>      | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>ANNOVAZZI Bertrand</b> | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>ARNOUD Bertrand</b>    | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |
| <b>BERTRAND Marion</b>    | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>BETKA Dalila</b>       | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |
| <b>BOISSIER Angelique</b> | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |
| <b>BONTEMPS Sebastien</b> | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>CHOLVY Antoine</b>     | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>COGNE Patrice</b>      | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |
| <b>COURTOIS Anthony</b>   | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |
| <b>DEVOLDER Wilhem</b>    | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>DOMENACH Benoit</b>    | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>ELIE Louis-Marie</b>   | 25000    | 25000      | 25000    | 25000    | 35000       |
| <b>ELSENHOHN Valentin</b> | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |
| <b>FERNANDEZ Cynthia</b>  | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>FRISON Vincent</b>     | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>GALBOIS Anthony</b>    | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |
| <b>HOUDRE Marion</b>      | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>HUMBERT Lionel</b>     | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |
| <b>JEAN Christine</b>     | 10000    | 10000      | 10000    | 10000    | 15000       |
| <b>KHAMMAR Adam</b>       | 2000     | 2000       | 2000     | 2000     | 7500        |

|                           |       |       |       |       |       |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>MOUNIER Laurent</b>    | 2000  | 2000  | 2000  | 2000  | 7500  |
| <b>PICHOT Ludovic</b>     | 10000 | 10000 | 10000 | 10000 | 15000 |
| <b>RAULT Fabienne</b>     | 10000 | 10000 | 10000 | 10000 | 15000 |
| <b>ROUX Brigitte</b>      | 2000  | 2000  | 2000  | 2000  | 7500  |
| <b>SOULIER Christophe</b> | 10000 | 10000 | 10000 | 10000 | 15000 |



**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

| Nom/prénom                     | Droits compromis | Droits fraudés | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|--------------------------------|------------------|----------------|---------------------|-------------------------|
| <b>DEBENNE Stan</b>            | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>LABBAYE Philippe</b>        | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>QUINSAT Pascale</b>         | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>TORREGROSSA Bruno</b>       | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>BELLOT ANTONY Christine</b> | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>RIOU Michel</b>             | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>BLANCHER Bruno</b>          | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>BURGUE Guy</b>              | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>CHADEFAUX Sophie</b>        | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>CHAPET Pascal</b>           | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>CHEVALIER Sebastien</b>     | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>DEVAUX Isabelle</b>         | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>FERRY Carole</b>            | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>FORASTE Claire</b>          | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>FOURNIER Sylvie</b>         | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>FOURNIER Vincent</b>        | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>GENET Nicolas</b>           | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>LARSONNEUR Victorien</b>    | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>LAURENCON Loic</b>          | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>LEGER Jean-Marc</b>         | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>LONGERINAS Thierry</b>      | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>MAITRIAS Guillaume</b>      | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>MALLET Benjamin</b>         | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>MARNAT Antoine</b>          | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>MEHEL Françoise</b>         | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>MICHAUD Sebastien</b>       | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>MULLER Jane-Alexandra</b>   | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>OLLIER Frederic</b>         | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>PROST Jean-Claude</b>       | 15000            | 7500           | 1500                | 15000                   |
| <b>PRUGNARD Delphine</b>       | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>ROBIN Muriel</b>            | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |
| <b>RODRIGUEZ Valerie</b>       | 7500             | 3000           | 500                 | 7500                    |

|                           |       |      |      |       |
|---------------------------|-------|------|------|-------|
| <b>ROLIN Isabelle</b>     | 7500  | 3000 | 500  | 7500  |
| <b>SALAS Francoise</b>    | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>SEPULVEDA Matthieu</b> | 7500  | 3000 | 500  | 7500  |
| <b>TARDIEU Jean-Luc</b>   | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>TISSANDIER Laurent</b> | 7500  | 3000 | 500  | 7500  |
| <b>TOLLANCE Severine</b>  | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>TREBILLON Lionel</b>   | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>TURPIN Christophe</b>  | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>VERGNE Aurelie</b>     | 7500  | 3000 | 500  | 7500  |
| <b>BECKER Verguine</b>    | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>DELGOVE Vincent</b>    | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>DEPOMMIER Bruno</b>    | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>DUMARTY Bertrand</b>   | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>DUMARTY Anne-Laure</b> | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>HAAS Marie</b>         | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>JUBAN Elodie</b>       | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>MEDUS Martine</b>      | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>PAYS Valery</b>        | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>PETRUCCI Agnes</b>     | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>ROCHIS Magali</b>      | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>ANNOVAZZI Bertrand</b> | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>ARNOUD Bertrand</b>    | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>BERTRAND Marion</b>    | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>BETKA Dalila</b>       | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>BOISSIER Angelique</b> | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>BONTEMPS Sebastien</b> | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>CHOLVY Antoine</b>     | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>COGNE Patrice</b>      | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>COURTOIS Anthony</b>   | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>DEVOLDER Wilhem</b>    | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>DOMENACH Benoit</b>    | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>ELIE Louis-Marie</b>   | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>ELSENHORN Valentin</b> | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>FERNANDEZ Cynthia</b>  | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>GALBOIS Anthony</b>    | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>HOUDRE Marion</b>      | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>HUMBERT Lionel</b>     | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>JEAN Christine</b>     | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>KHAMMAR Adam</b>       | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>MOUNIER Laurent</b>    | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |
| <b>PICHOT Ludovic</b>     | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>RAULT Fabienne</b>     | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>ROUX Brigitte</b>      | 3750  | 1500 | 500  | 3750  |

|                           |       |      |      |       |
|---------------------------|-------|------|------|-------|
| <b>SOULIER Christophe</b> | 7500  | 3750 | 1000 | 7500  |
| <b>BONJEAN Nathalie</b>   | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>BONNAMANT Florence</b> | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>DESMET Elisabeth</b>   | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>GALTIER Philippe</b>   | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>GRAMOND Annie</b>      | 7500  | 3000 | 500  | 7500  |
| <b>LACOSTE Benedicte</b>  | 7500  | 3000 | 500  | 7500  |
| <b>MALASSAGNE Patrick</b> | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>MALIGE Martine</b>     | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>MATARIN Sebastien</b>  | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>PATANTUONO Vincent</b> | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |
| <b>TARDIEU Hugo</b>       | 7500  | 3000 | 500  | 7500  |
| <b>SANCHEZ Joaquim</b>    | 15000 | 7500 | 1500 | 15000 |

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature****Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom                     | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|--------------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>BELLOT ANTONY Christine</b> | 1500                | 5000                    | 10000                   |
| <b>RIOU Michel</b>             | 1500                | 7500                    | 15000                   |
| <b>BLANCHER Bruno</b>          | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>BURGUE Guy</b>              | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>CHADEFAUX Sophie</b>        | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>CHAPET Pascal</b>           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>CHEVALIER Sebastien</b>     | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>DEVAUX Isabelle</b>         | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>FERRY Carole</b>            | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>FORASTE Claire</b>          | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>FOURNIER Sylvie</b>         | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>FOURNIER Vincent</b>        | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>GENET Nicolas</b>           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>LARSONNEUR Victorien</b>    | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>LAURENCON Loic</b>          | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>LEGER Jean-Marc</b>         | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>LONGERINAS Thierry</b>      | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>MAITRIAS Guillaume</b>      | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>MALLET Benjamin</b>         | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>MARNAT Antoine</b>          | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>MEHEL Françoise</b>         | 1500                | 5000                    | 10000                   |
| <b>MICHAUD Sebastien</b>       | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>MULLER Jane-Alexandra</b>   | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>OLLIER Frederic</b>         | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>PROST Jean-Claude</b>       | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>PRUGNARD Delphine</b>       | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>ROBIN Muriel</b>            | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>RODRIGUEZ Valerie</b>       | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>ROLIN Isabelle</b>          | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>SALAS Françoise</b>         | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>SEPULVEDA Matthieu</b>      | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>TARDIEU Jean-Luc</b>        | 1500                | 5000                    | 10000                   |
| <b>TISSANDIER Laurent</b>      | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| <b>TOLLANCE Severine</b>       | 1000                | 3000                    | 3000                    |

|                           |      |      |       |
|---------------------------|------|------|-------|
| <b>TREBILLON Lionel</b>   | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>TURPIN Christophe</b>  | 1500 | 5000 | 10000 |
| <b>VERGNE Aurelie</b>     | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>BECKER Verguine</b>    | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>DELGOVE Vincent</b>    | 1500 | 7500 | 15000 |
| <b>DEPOMMIER Bruno</b>    | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>DUMARTY Bertrand</b>   | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>DUMARTY Anne-Laure</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>HAAS Marie</b>         | 1500 | 7500 | 15000 |
| <b>JUBAN Elodie</b>       | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>MEDUS Martine</b>      | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>PAYS Valery</b>        | 1500 | 7500 | 15000 |
| <b>PETRUCCI Agnes</b>     | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>ROCHIS Magali</b>      | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>ANNOVAZZI Bertrand</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>ARNOUD Bertrand</b>    | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>BERTRAND Marion</b>    | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>BETKA Dalila</b>       | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>BOISSIER Angelique</b> | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>BONTEMPS Sebastien</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>CHOLVY Antoine</b>     | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>COGNE Patrice</b>      | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>COURTOIS Anthony</b>   | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>DEVOLDER Wilhem</b>    | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>DOMENACH Benoit</b>    | 1500 | 7500 | 15000 |
| <b>ELIE Louis-Marie</b>   | 1500 | 7500 | 15000 |
| <b>ELSENHORN Valentin</b> | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>FERNANDEZ Cynthia</b>  | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>FRISON Vincent</b>     | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>GALBOIS Anthony</b>    | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>HOUDRE Marion</b>      | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>HUMBERT Lionel</b>     | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>JEAN Christine</b>     | 1500 | 7500 | 15000 |
| <b>KHAMMAR Adam</b>       | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>MOUNIER Laurent</b>    | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>PICHOT Ludovic</b>     | 1500 | 7500 | 15000 |
| <b>RAULT Fabienne</b>     | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>ROUX Brigitte</b>      | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>SERVE Francois</b>     | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>SOULIER Christophe</b> | 1000 | 7500 | 15000 |
| <b>LACOSTE Benedicte</b>  | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>MALIGE Martine</b>     | 200  | 1000 | 2000  |
| <b>MATARIN Sebastien</b>  | 200  | 1000 | 2000  |

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature****Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom                     | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|--------------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>TAURIN Carole</b>           | 30000               | 100000                  | 250000                  |
| <b>DEBENNE Stan</b>            | 1500                | 10000                   | 20000                   |
| <b>LABBAYE Philippe</b>        | 1500                | 10000                   | 20000                   |
| <b>QUINSAT Pascale</b>         | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>TORREGROSSA Bruno</b>       | 1500                | 10000                   | 20000                   |
| <b>BELLOT ANTONY Christine</b> | 2000                | 10000                   | 20000                   |
| <b>RIOU Michel</b>             | 30000               | 100000                  | 250000                  |
| <b>BLANCHER Bruno</b>          | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>BURGUE Guy</b>              | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>CHADEFAUX Sophie</b>        | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>CHAPET Pascal</b>           | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>CHEVALIER Sebastien</b>     | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>DEVAUX Isabelle</b>         | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>FERRY Carole</b>            | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>FORASTE Claire</b>          | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>FOURNIER Vincent</b>        | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>FOURNIER Sylvie</b>         | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>GENET Nicolas</b>           | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>LARSONNEUR Victorien</b>    | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>LAURENCON Loic</b>          | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>LEGER Jean-Marc</b>         | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>LONGERINAS Thierry</b>      | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>MAITRIAS Guillaume</b>      | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>MALLET Benjamin</b>         | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>MARNAT Antoine</b>          | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>MEHEL Francoise</b>         | 2000                | 10000                   | 20000                   |
| <b>MICHAUD Sebastien</b>       | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>MULLER Jane-Alexandra</b>   | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>OLLIER Frederic</b>         | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>PROST Jean-Claude</b>       | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>PRUGNARD Delphine</b>       | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>ROBIN Muriel</b>            | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>RODRIGUEZ Valerie</b>       | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>ROLIN Isabelle</b>          | 1500                | 4000                    | 7500                    |

|                           |       |       |       |
|---------------------------|-------|-------|-------|
| <b>SALAS Françoise</b>    | 1500  | 5000  | 15000 |
| <b>SEPULVEDA Matthieu</b> | 1500  | 4000  | 7500  |
| <b>TARDIEU Jean-Luc</b>   | 2000  | 10000 | 20000 |
| <b>TISSANDIER Laurent</b> | 1500  | 4000  | 7500  |
| <b>TOLLANCE Severine</b>  | 1500  | 5000  | 15000 |
| <b>TREBILLON Lionel</b>   | 1500  | 5000  | 15000 |
| <b>TURPIN Christophe</b>  | 2000  | 10000 | 20000 |
| <b>VERGNE Aurelie</b>     | 1500  | 4000  | 7500  |
| <b>BECKER Verguine</b>    | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>DELGOVE Vincent</b>    | 10000 | 25000 | 30000 |
| <b>DEPOMMIER Bruno</b>    | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>DUMARTY Anne-Laure</b> | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>DUMARTY Bertrand</b>   | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>HAAS Marie</b>         | 5000  | 15000 | 25000 |
| <b>JUBAN Elodie</b>       | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>MEDUS Martine</b>      | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>PAYS Valery</b>        | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>PETRUCCI Agnes</b>     | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>ROCHIS Magali</b>      | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>ANNOVAZZI Bertrand</b> | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>ARNOUD Bertrand</b>    | 3000  | 2000  | 7500  |
| <b>BERTRAND Marion</b>    | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>BETKA Dalila</b>       | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>BOISSIER Angelique</b> | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>BONTEMPS Sebastien</b> | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>CHOLVY Antoine</b>     | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>COGNE Patrice</b>      | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>COURTOIS Anthony</b>   | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>DEVOLDER Wilhem</b>    | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>DOMENACH Benoit</b>    | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>ELIE Louis-Marie</b>   | 10000 | 25000 | 30000 |
| <b>ELSENHOHN Valentin</b> | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>FERNANDEZ Cynthia</b>  | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>FRISON Vincent</b>     | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>GALBOIS Anthony</b>    | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>HOUDRE Marion</b>      | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>HUMBERT Lionel</b>     | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>JEAN Christine</b>     | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>KHAMMAR Adam</b>       | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>MOUNIER Laurent</b>    | 1500  | 2000  | 7500  |
| <b>PICHOT Ludovic</b>     | 5000  | 15000 | 25000 |
| <b>RAULT Fabienne</b>     | 3000  | 10000 | 15000 |
| <b>ROUX Brigitte</b>      | 1500  | 2000  | 7500  |

|                           |      |       |       |
|---------------------------|------|-------|-------|
| <b>SERVE Francois</b>     | 3000 | 10000 | 15000 |
| <b>SOULIER Christophe</b> | 5000 | 15000 | 25000 |
| <b>LACOSTE Benedicte</b>  | 1500 | 4000  | 7500  |
| <b>MALIGE Martine</b>     | 1500 | 10000 | 20000 |
| <b>MATARIN Sebastien</b>  | 1500 | 10000 | 20000 |



**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|
|------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|

**Annexe VII à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional TAILLANDIER David**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom                     | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|--------------------------------|---------------------|-------------------------|
| <b>TAURIN Carole</b>           | 30000               | 250000                  |
| <b>DEBENNE Stan</b>            | 1500                | 20000                   |
| <b>LABBAYE Philippe</b>        | 1500                | 20000                   |
| <b>QUINSAT Pascale</b>         | 1500                | 15000                   |
| <b>TORREGROSSA Bruno</b>       | 1500                | 20000                   |
| <b>BELLOT ANTONY Christine</b> | 2000                | 20000                   |
| <b>RIOU Michel</b>             | 30000               | 250000                  |
| <b>BLANCHER Bruno</b>          | 1500                | 15000                   |
| <b>BURGUE Guy</b>              | 1500                | 7500                    |
| <b>CHADEFAUX Sophie</b>        | 1500                | 7500                    |
| <b>CHAPET Pascal</b>           | 1500                | 15000                   |
| <b>CHEVALIER Sebastien</b>     | 1500                | 7500                    |
| <b>DEVAUX Isabelle</b>         | 1500                | 15000                   |
| <b>FERRY Carole</b>            | 1500                | 7500                    |
| <b>FORASTE Claire</b>          | 1500                | 15000                   |
| <b>FOURNIER Sylvie</b>         | 1500                | 15000                   |
| <b>FOURNIER Vincent</b>        | 1500                | 15000                   |
| <b>GENET Nicolas</b>           | 1500                | 15000                   |
| <b>LARSONNEUR Victorien</b>    | 1500                | 7500                    |
| <b>LAURENCON Loic</b>          | 1500                | 15000                   |
| <b>LEGER Jean-Marc</b>         | 1500                | 7500                    |
| <b>LONGERINAS Thierry</b>      | 1500                | 7500                    |
| <b>MAITRIAS Guillaume</b>      | 1500                | 15000                   |
| <b>MALLET Benjamin</b>         | 1500                | 7500                    |
| <b>MARNAT Antoine</b>          | 1500                | 15000                   |
| <b>MEHEL Françoise</b>         | 2000                | 20000                   |
| <b>MICHAUD Sebastien</b>       | 1500                | 15000                   |
| <b>MULLER Jane-Alexandra</b>   | 1500                | 15000                   |
| <b>OLLIER Frederic</b>         | 1500                | 15000                   |
| <b>PROST Jean-Claude</b>       | 1500                | 15000                   |
| <b>PRUGNARD Delphine</b>       | 1500                | 7500                    |
| <b>ROBIN Muriel</b>            | 1500                | 7500                    |
| <b>RODRIGUEZ Valerie</b>       | 1500                | 7500                    |
| <b>ROLIN Isabelle</b>          | 1500                | 7500                    |
| <b>SALAS Françoise</b>         | 1500                | 15000                   |
| <b>SEPULVEDA Matthieu</b>      | 1500                | 7500                    |

|                           |       |       |
|---------------------------|-------|-------|
| <b>TARDIEU Jean-Luc</b>   | 2000  | 20000 |
| <b>TISSANDIER Laurent</b> | 1500  | 7500  |
| <b>TOLLANCE Severine</b>  | 1500  | 15000 |
| <b>TREBILLON Lionel</b>   | 1500  | 15000 |
| <b>TURPIN Christophe</b>  | 2000  | 20000 |
| <b>VERGNE Aurelie</b>     | 1500  | 7500  |
| <b>BECKER Verguine</b>    | 1500  | 7500  |
| <b>DELGOVE Vincent</b>    | 10000 | 30000 |
| <b>DEPOMMIER Bruno</b>    | 3000  | 15000 |
| <b>DUMARTY Anne-Laure</b> | 3000  | 15000 |
| <b>DUMARTY Bertrand</b>   | 3000  | 15000 |
| <b>HAAS Marie</b>         | 5000  | 25000 |
| <b>JUBAN Elodie</b>       | 3000  | 15000 |
| <b>MEDUS Martine</b>      | 3000  | 15000 |
| <b>PAYS Valery</b>        | 3000  | 15000 |
| <b>PETRUCCI Agnes</b>     | 3000  | 15000 |
| <b>ROCHIS Magali</b>      | 3000  | 15000 |
| <b>ANNOVAZZI Bertrand</b> | 3000  | 15000 |
| <b>ARNOUD Bertrand</b>    | 1500  | 7500  |
| <b>BERTRAND Marion</b>    | 3000  | 15000 |
| <b>BETKA Dalila</b>       | 1500  | 7500  |
| <b>BOISSIER Angelique</b> | 1500  | 7500  |
| <b>BONTEMPS Sebastien</b> | 3000  | 15000 |
| <b>CHOLVY Antoine</b>     | 3000  | 15000 |
| <b>COGNE Patrice</b>      | 1500  | 7500  |
| <b>COURTOIS Anthony</b>   | 1500  | 7500  |
| <b>DEVOLDER Wilhem</b>    | 3000  | 15000 |
| <b>DOMENACH Benoit</b>    | 3000  | 15000 |
| <b>ELIE Louis-Marie</b>   | 10000 | 30000 |
| <b>ELSENHOHN Valentin</b> | 1500  | 7500  |
| <b>FERNANDEZ Cynthia</b>  | 3000  | 15000 |
| <b>FRISON Vincent</b>     | 3000  | 15000 |
| <b>GALBOIS Anthony</b>    | 1500  | 7500  |
| <b>HOUDRE Marion</b>      | 3000  | 15000 |
| <b>HUMBERT Lionel</b>     | 1500  | 7500  |
| <b>JEAN Christine</b>     | 3000  | 15000 |
| <b>KHAMMAR Adam</b>       | 1500  | 7500  |
| <b>MOUNIER Laurent</b>    | 1500  | 7500  |
| <b>PICHOT Ludovic</b>     | 5000  | 25000 |
| <b>RAULT Fabienne</b>     | 3000  | 15000 |
| <b>ROUX Brigitte</b>      | 1500  | 7500  |
| <b>SERVE Francois</b>     | 3000  | 15000 |
| <b>SOULIER Christophe</b> | 5000  | 25000 |

|                          |      |       |
|--------------------------|------|-------|
| <b>LACOSTE Benedicte</b> | 1500 | 7500  |
| <b>MALIGE Martine</b>    | 1500 | 20000 |
| <b>MATARIN Sebastien</b> | 1500 | 20000 |

**Annexe VIII à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional TAILLANDIER David**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Nom/prénom | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|------------|---------------------|-------------------------|
|------------|---------------------|-------------------------|

**Annexe IX à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional TAILLANDIER David**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

| Nom/prénom                     | Montant de l'amende | Argent liquide |
|--------------------------------|---------------------|----------------|
| <b>TAURIN Carole</b>           | 30000               | 300000         |
| <b>TERNON Sylvie</b>           | 2000                | 100000         |
| <b>BELLOT ANTONY Christine</b> | 2000                | 60000          |
| <b>RIOU Michel</b>             | 30000               | 300000         |
| <b>DEVAUX Isabelle</b>         | 1500                | 40000          |
| <b>FORASTE Claire</b>          | 1500                | 40000          |
| <b>FOURNIER Sylvie</b>         | 1500                | 40000          |
| <b>GENET Nicolas</b>           | 1500                | 40000          |
| <b>MEHEL Françoise</b>         | 2000                | 60000          |
| <b>MICHAUD Sebastien</b>       | 1500                | 40000          |
| <b>SALAS Françoise</b>         | 1500                | 40000          |
| <b>TARDIEU Jean-Luc</b>        | 2000                | 60000          |
| <b>TURPIN Christophe</b>       | 2000                | 60000          |
| <b>ANNOVAZZI Bertrand</b>      | 3000                | 15000          |
| <b>ARNOUD Bertrand</b>         | 1500                | 15000          |
| <b>BERTRAND Marion</b>         | 3000                | 15000          |
| <b>BETKA Dalila</b>            | 1500                | 15000          |
| <b>BOISSIER Angelique</b>      | 1500                | 15000          |
| <b>BONTEMPS Sebastien</b>      | 3000                | 15000          |
| <b>CHOLVY Antoine</b>          | 3000                | 15000          |
| <b>COGNE Patrice</b>           | 1500                | 15000          |
| <b>COURTOIS Anthony</b>        | 1500                | 15000          |
| <b>DEVOLDER Wilhem</b>         | 3000                | 15000          |
| <b>DOMENACH Benoit</b>         | 3000                | 15000          |
| <b>ELIE Louis-Marie</b>        | 10000               | 15000          |
| <b>ELSENHORN Valentin</b>      | 1500                | 15000          |
| <b>FERNANDEZ Cynthia</b>       | 3000                | 15000          |
| <b>FRISON Vincent</b>          | 3000                | 15000          |
| <b>GALBOIS Anthony</b>         | 1500                | 15000          |
| <b>HOUDRE Marion</b>           | 3000                | 15000          |
| <b>HUMBERT Lionel</b>          | 1500                | 15000          |
| <b>JEAN Christine</b>          | 3000                | 15000          |
| <b>KHAMMAR Adam</b>            | 1500                | 15000          |
| <b>MOUNIER Laurent</b>         | 1500                | 15000          |
| <b>PICHOT Ludovic</b>          | 5000                | 15000          |

|                           |      |       |
|---------------------------|------|-------|
| <b>RAULT Fabienne</b>     | 3000 | 15000 |
| <b>ROUX Brigitte</b>      | 1500 | 15000 |
| <b>SERVE Francois</b>     | 3000 | 15000 |
| <b>SOULIER Christophe</b> | 5000 | 15000 |

**Annexe X à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional TAILLANDIER David**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

| Nom/prénom | Montant de l'amende | Argent liquide |
|------------|---------------------|----------------|
|------------|---------------------|----------------|





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

CLERMONT-FERRAND, LE 22 NOV. 2022

*DR Clermont-Ferrand*  
8 RUE RABANESSE  
63012 CLERMONT-FERRAND  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *TAILLANDIER David*  
Téléphone : 09 70 27 32 59  
Télécopie : 04 73 34 79 30  
Mél : [dr-auvergne@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-auvergne@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2022/7 du directeur régional à CLERMONT-FERRAND portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

| <b>Numéro de commission d'emploi<br/>(matricule)</b> | Décharge | Recouvrement | Rejet | Restitution | Réduction |
|--|----------|--------------|-------|-------------|-----------|
|--|----------|--------------|-------|-------------|-----------|

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

| <b>Numéro de commission d'emploi<br/>(matricule)</b> | Décharge | Modération | Rejet | Remise | Transaction |
|--|----------|------------|-------|--------|-------------|
|--|----------|------------|-------|--------|-------------|

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

### Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

#### **En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Droits compromis | Droits fraudés | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|---|------------------|----------------|---------------------|-------------------------|
|---|------------------|----------------|---------------------|-------------------------|

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional  
**TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| Matricule 39767                           | 1000                | 3750                    | 7500                    |
| Matricule 40287                           | 200                 | 1000                    | 2000                    |
| Matricule 42531                           | 1500                | 7500                    | 15000                   |
| Matricule 42534                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| Matricule 42590                           | 1500                | 7500                    | 15000                   |
| Matricule 43226                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| Matricule 44189                           | 500                 | 1500                    | 3750                    |
| Matricule 44284                           | 1500                | 7500                    | 15000                   |
| Matricule 44599                           | 1000                | 3750                    | 7500                    |
| Matricule 44674                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| Matricule 44721                           | 500                 | 1500                    | 3750                    |
| Matricule 44985                           | 1500                | 5000                    | 10000                   |
| Matricule 44994                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| Matricule 45172                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| Matricule 45326                           | 1500                | 7500                    | 15000                   |
| Matricule 45549                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| Matricule 45559                           | 1500                | 5000                    | 10000                   |
| Matricule 46619                           | 200                 | 1000                    | 2000                    |
| Matricule 47131                           | 1500                | 7500                    | 15000                   |
| Matricule 50072                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| Matricule 50112                           | 1000                | 3750                    | 7500                    |
| Matricule 50340                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| Matricule 50818                           | 1000                | 3750                    | 7500                    |
| Matricule 50948                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |
| Matricule 51744                           | 1500                | 7500                    | 15000                   |
| Matricule 51872                           | 1500                | 5000                    | 10000                   |
| Matricule 51957                           | 500                 | 1500                    | 3750                    |
| Matricule 52032                           | 1500                | 5000                    | 10000                   |
| Matricule 52388                           | 1000                | 3000                    | 3000                    |

|                        |      |      |       |
|------------------------|------|------|-------|
| <b>Matricule 52646</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 53162</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 53180</b> | 1500 | 7500 | 15000 |
| <b>Matricule 53308</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 54349</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 55100</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 55188</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 55676</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 55754</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 56132</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 56728</b> | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>Matricule 56971</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 57029</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 57322</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 57410</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 57470</b> | 1000 | 7500 | 15000 |
| <b>Matricule 57508</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 57744</b> | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>Matricule 58536</b> | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>Matricule 58550</b> | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>Matricule 58729</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 58746</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 59006</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 59009</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 59170</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 59184</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 59189</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 59402</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 59694</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 59774</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 59781</b> | 1500 | 7500 | 15000 |
| <b>Matricule 59848</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 60178</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 60233</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 60288</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 60688</b> | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>Matricule 61432</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 61550</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 61604</b> | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>Matricule 61897</b> | 1000 | 3000 | 3000  |
| <b>Matricule 62026</b> | 500  | 1500 | 3750  |
| <b>Matricule 63317</b> | 1000 | 3750 | 7500  |
| <b>Matricule 63421</b> | 500  | 1500 | 3750  |

|                        |      |      |      |
|------------------------|------|------|------|
| <b>Matricule 63532</b> | 1000 | 3000 | 3000 |
| <b>Matricule 64246</b> | 1000 | 3000 | 3000 |
| <b>Matricule 64752</b> | 500  | 1500 | 3750 |
| <b>Matricule 65196</b> | 1000 | 3750 | 7500 |
| <b>Matricule 65326</b> | 1000 | 3750 | 7500 |



**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>Matricule 39767</b>                    | 3000                | 10000                   | 15000                   |
| <b>Matricule 40287</b>                    | 1500                | 10000                   | 20000                   |
| <b>Matricule 41361</b>                    | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>Matricule 42531</b>                    | 3000                | 10000                   | 15000                   |
| <b>Matricule 42534</b>                    | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>Matricule 42590</b>                    | 10000               | 25000                   | 30000                   |
| <b>Matricule 43226</b>                    | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>Matricule 43733</b>                    | 1500                | 10000                   | 20000                   |
| <b>Matricule 43741</b>                    | 1500                | 10000                   | 20000                   |
| <b>Matricule 44189</b>                    | 1500                | 2000                    | 7500                    |
| <b>Matricule 44284</b>                    | 30000               | 100000                  | 250000                  |
| <b>Matricule 44599</b>                    | 3000                | 10000                   | 15000                   |
| <b>Matricule 44674</b>                    | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>Matricule 44721</b>                    | 1500                | 2000                    | 7500                    |
| <b>Matricule 44985</b>                    | 2000                | 10000                   | 20000                   |
| <b>Matricule 44994</b>                    | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>Matricule 45172</b>                    | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>Matricule 45326</b>                    | 10000               | 25000                   | 30000                   |
| <b>Matricule 45549</b>                    | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>Matricule 45559</b>                    | 2000                | 10000                   | 20000                   |
| <b>Matricule 46619</b>                    | 1500                | 10000                   | 20000                   |
| <b>Matricule 47131</b>                    | 3000                | 10000                   | 15000                   |
| <b>Matricule 50072</b>                    | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>Matricule 50112</b>                    | 3000                | 10000                   | 15000                   |
| <b>Matricule 50340</b>                    | 1500                | 4000                    | 7500                    |
| <b>Matricule 50818</b>                    | 3000                | 10000                   | 15000                   |
| <b>Matricule 50948</b>                    | 1500                | 5000                    | 15000                   |
| <b>Matricule 51744</b>                    | 5000                | 15000                   | 25000                   |
| <b>Matricule 51872</b>                    | 2000                | 10000                   | 20000                   |

|                        |       |        |        |
|------------------------|-------|--------|--------|
| <b>Matricule 51957</b> | 1500  | 2000   | 7500   |
| <b>Matricule 52032</b> | 2000  | 10000  | 20000  |
| <b>Matricule 52388</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 52391</b> | 30000 | 100000 | 250000 |
| <b>Matricule 52646</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 53162</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 53180</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 53308</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 53335</b> | 1500  | 10000  | 20000  |
| <b>Matricule 54349</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 55100</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 55188</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 55676</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 55754</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 56132</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 56728</b> | 1500  | 2000   | 7500   |
| <b>Matricule 56971</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 57029</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 57322</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 57410</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 57470</b> | 5000  | 15000  | 25000  |
| <b>Matricule 57508</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 57744</b> | 1500  | 2000   | 7500   |
| <b>Matricule 58536</b> | 1500  | 2000   | 7500   |
| <b>Matricule 58550</b> | 3000  | 2000   | 7500   |
| <b>Matricule 58729</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 58746</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 59006</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 59009</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 59170</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 59184</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 59189</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 59402</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 59694</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 59774</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 59781</b> | 5000  | 15000  | 25000  |
| <b>Matricule 59848</b> | 1500  | 4000   | 7500   |
| <b>Matricule 60178</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 60233</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 60288</b> | 1500  | 5000   | 15000  |
| <b>Matricule 60688</b> | 1500  | 2000   | 7500   |
| <b>Matricule 61432</b> | 3000  | 10000  | 15000  |
| <b>Matricule 61550</b> | 3000  | 10000  | 15000  |

|                        |      |       |       |
|------------------------|------|-------|-------|
| <b>Matricule 61604</b> | 1500 | 2000  | 7500  |
| <b>Matricule 61897</b> | 1500 | 5000  | 15000 |
| <b>Matricule 62026</b> | 1500 | 2000  | 7500  |
| <b>Matricule 63317</b> | 3000 | 10000 | 15000 |
| <b>Matricule 63421</b> | 1500 | 2000  | 7500  |
| <b>Matricule 63532</b> | 1500 | 4000  | 7500  |
| <b>Matricule 64246</b> | 1500 | 4000  | 7500  |
| <b>Matricule 64752</b> | 1500 | 2000  | 7500  |
| <b>Matricule 65196</b> | 3000 | 10000 | 15000 |
| <b>Matricule 65326</b> | 3000 | 10000 | 15000 |

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délict douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Montant droits et taxes | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|
|---|---------------------|-------------------------|-------------------------|

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| <b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b> | <b>Montant de l'amende</b> | <b>Valeur des marchandises</b> |
|--|----------------------------|--------------------------------|
| Matricule 39767                                  | 3000                       | 15000                          |
| Matricule 40287                                  | 1500                       | 20000                          |
| Matricule 41361                                  | 1500                       | 15000                          |
| Matricule 42531                                  | 3000                       | 15000                          |
| Matricule 42534                                  | 1500                       | 7500                           |
| Matricule 42590                                  | 10000                      | 30000                          |
| Matricule 43226                                  | 1500                       | 15000                          |
| Matricule 43733                                  | 1500                       | 20000                          |
| Matricule 43741                                  | 1500                       | 20000                          |
| Matricule 44189                                  | 1500                       | 7500                           |
| Matricule 44284                                  | 30000                      | 250000                         |
| Matricule 44599                                  | 3000                       | 15000                          |
| Matricule 44674                                  | 1500                       | 15000                          |
| Matricule 44721                                  | 1500                       | 7500                           |
| Matricule 44985                                  | 2000                       | 20000                          |
| Matricule 44994                                  | 1500                       | 15000                          |
| Matricule 45172                                  | 1500                       | 7500                           |
| Matricule 45326                                  | 10000                      | 30000                          |
| Matricule 45549                                  | 1500                       | 15000                          |
| Matricule 45559                                  | 2000                       | 20000                          |
| Matricule 46619                                  | 1500                       | 20000                          |
| Matricule 47131                                  | 3000                       | 15000                          |
| Matricule 50072                                  | 1500                       | 7500                           |
| Matricule 50112                                  | 3000                       | 15000                          |
| Matricule 50340                                  | 1500                       | 7500                           |
| Matricule 50818                                  | 3000                       | 15000                          |
| Matricule 50948                                  | 1500                       | 15000                          |
| Matricule 51744                                  | 5000                       | 25000                          |
| Matricule 51872                                  | 2000                       | 20000                          |
| Matricule 51957                                  | 1500                       | 7500                           |
| Matricule 52032                                  | 2000                       | 20000                          |

|                        |       |        |
|------------------------|-------|--------|
| <b>Matricule 52388</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 52391</b> | 30000 | 250000 |
| <b>Matricule 52646</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 53162</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 53180</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 53308</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 53335</b> | 1500  | 20000  |
| <b>Matricule 54349</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 55100</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 55188</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 55676</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 55754</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 56132</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 56728</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 56971</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 57029</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 57322</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 57410</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 57470</b> | 5000  | 25000  |
| <b>Matricule 57508</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 57744</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 58536</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 58550</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 58729</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 58746</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 59006</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 59009</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 59170</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 59184</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 59189</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 59402</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 59694</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 59774</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 59781</b> | 5000  | 25000  |
| <b>Matricule 59848</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 60178</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 60233</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 60288</b> | 1500  | 15000  |
| <b>Matricule 60688</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 61432</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 61550</b> | 3000  | 15000  |
| <b>Matricule 61604</b> | 1500  | 7500   |
| <b>Matricule 61897</b> | 1500  | 15000  |

|                        |      |       |
|------------------------|------|-------|
| <b>Matricule 62026</b> | 1500 | 7500  |
| <b>Matricule 63317</b> | 3000 | 15000 |
| <b>Matricule 63421</b> | 1500 | 7500  |
| <b>Matricule 63532</b> | 1500 | 7500  |
| <b>Matricule 64246</b> | 1500 | 7500  |
| <b>Matricule 64752</b> | 1500 | 7500  |
| <b>Matricule 65196</b> | 3000 | 15000 |
| <b>Matricule 65326</b> | 3000 | 15000 |

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Valeur des marchandises |
|---|---------------------|-------------------------|
|---|---------------------|-------------------------|



Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional  
**TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Argent liquide |
|---|---------------------|----------------|
| Matricule 42531                           | 3000                | 15000          |
| Matricule 43226                           | 1500                | 40000          |
| Matricule 44284                           | 30000               | 300000         |
| Matricule 44721                           | 1500                | 15000          |
| Matricule 44985                           | 2000                | 60000          |
| Matricule 45326                           | 10000               | 15000          |
| Matricule 45549                           | 1500                | 40000          |
| Matricule 45559                           | 2000                | 60000          |
| Matricule 47131                           | 3000                | 15000          |
| Matricule 51744                           | 5000                | 15000          |
| Matricule 51872                           | 2000                | 60000          |
| Matricule 51957                           | 1500                | 15000          |
| Matricule 52032                           | 2000                | 60000          |
| Matricule 52391                           | 30000               | 300000         |
| Matricule 52646                           | 1500                | 40000          |
| Matricule 53308                           | 1500                | 40000          |
| Matricule 53795                           | 2000                | 100000         |
| Matricule 54349                           | 1500                | 40000          |
| Matricule 56728                           | 1500                | 15000          |
| Matricule 57410                           | 3000                | 15000          |
| Matricule 57470                           | 5000                | 15000          |
| Matricule 57744                           | 1500                | 15000          |
| Matricule 58536                           | 1500                | 15000          |
| Matricule 58550                           | 1500                | 15000          |
| Matricule 59006                           | 1500                | 40000          |
| Matricule 59170                           | 3000                | 15000          |
| Matricule 59184                           | 3000                | 15000          |
| Matricule 59189                           | 3000                | 15000          |
| Matricule 60178                           | 3000                | 15000          |
| Matricule 60688                           | 1500                | 15000          |

|                        |      |       |
|------------------------|------|-------|
| <b>Matricule 61432</b> | 3000 | 15000 |
| <b>Matricule 61550</b> | 3000 | 15000 |
| <b>Matricule 61604</b> | 1500 | 15000 |
| <b>Matricule 62026</b> | 1500 | 15000 |
| <b>Matricule 63317</b> | 3000 | 15000 |
| <b>Matricule 63421</b> | 1500 | 15000 |
| <b>Matricule 64752</b> | 1500 | 15000 |
| <b>Matricule 65196</b> | 3000 | 15000 |
| <b>Matricule 65326</b> | 3000 | 15000 |

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2022/7 du 22 nov. 2022 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**  
ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

| Numéro de commission d'emploi (matricule) | Montant de l'amende | Argent liquide |
|---|---------------------|----------------|
|---|---------------------|----------------|

63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2022-11-21-00004

Arrêté prononçant la dissolution d'office de  
l'Association Syndicale Autorisée du Bois de la  
Grange

**ARRÊTÉ 20221710**  
**prononçant la dissolution d'office de l'Association Syndicale Autorisée  
du Bois de la Grange**

Le Préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**VU** l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment ses articles 41, 42 et 44 ;

**VU** le décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du « 27 septembre 1985 transformant l'association syndicale libre dite "des Amis du Bois de la Grange" en association syndicale autorisée ;

**Vu** la délibération en date du 12 octobre 2022 du conseil municipal de la commune de Vertolaye se prononçant favorablement à la dissolution à l'Association Syndicale Autorisée du Bois de la Grange et acceptant la reprise sur le budget communal du montant de l'actif et du passif;

**Vu** l'avis de Mme la Sous-Préfète d'Ambert ;

**Considérant** que depuis plus de trois ans, l'Association Syndicale Autorisée du Bois de la Grange est sans activité réelle en rapport avec son objet ;

**Considérant** l'impossibilité d'identifier les membres de l'Association Syndicale Autorisée du Bois de la Grange à l'exception de la commune de Vertolaye ;

**Considérant** que les conditions nécessaires à la dissolution d'office de l'Association Syndicale Autorisée du Bois de la Grange sont réunies ;

**Sur proposition de M. le directeur départemental des finances publiques ;**

## **ARRÊTE**

**Article 1:** L'Association Syndicale Autorisée du Bois de la Grange est dissoute à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

**Article 2:** Les comptes de l'Association Syndicale Autorisée du Bois de la Grange sont apurés conformément au dernier compte administratif.

**Article 3:** L'ensemble de l'actif et du passif d'un montant de 2 459 euros de l'Association Syndicale Autorisée du Bois de la Grange sera reversé au budget de la commune de Vertolaye.

**Article 4:** Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, la sous-préfète de l'arrondissement d'Ambert, le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le

**21 NOV. 2022**

Le Préfet,

  
Philippe CHOPIN

### **Voies et délais de recours**

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>*

63\_UDDREAL\_Unité départementale de la  
Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement du Puy-de-Dôme

63-2022-11-16-00005

Arrêté préfectoral du 16/11/2022 prononçant une  
amende administrative à l'encontre de la société  
HIRSCH - commune de Thiers



PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME

Liberté  
Égalité  
Fraternité

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

20221685

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

## ARRÊTÉ N°

rendant la S.A. HIRSCH & Fils redevable d'une amende concernant les non-conformités de sa plate-forme de stockage  
S.A. HIRSCH & Fils à THIERS.  
Installation de récupération de déchets  
de métaux ferreux et non-ferreux - Commune de Thiers

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-11, L.171-8, L.172-1, L.172-4, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 06/04061 du 23 octobre 2006 autorisant les établissements Hirsch et Fils à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Thiers, Rue du Torpilleur Sirocco, modifié par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018 et celui du 10 mars 2021 ;

**Vu** les précédents rapports du 21 avril 2021, 4 février 2020, 27 février 2019 et 27 janvier 2022, rédigés par les services d'inspection des installations classées, mettant en évidence des manquements aux dispositions de l'arrêté sus-visé, notamment sur la sécurité incendie ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 6 avril 2022 mettant en demeure la société HIRSCH de respecter les prescriptions concernant la sécurité incendie ;

**Vu** le rapport en date du 9 septembre 2022 rédigé par l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 octobre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observations de la société HIRSCH formulées dans le délai imparti ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 13 janvier 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne disposait pas des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre alors même que ce constat avait déjà été relevé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 21 avril 2021 ;

**Considérant** que ce constat constituait un manquement aux dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 sur les moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours et les ressources en eau et que face à ce manquement, il convenait alors de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HIRSCH, sous 3 mois, d'installer les robinets d'incendie armés (RIA) en nombre suffisant utilisables et un système de détection automatique d'incendie dans le bâtiment de stockage ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 9 septembre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas installé les moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux



risques à défendre, à savoir l'absence de RIA et de système de détection automatique dans les bâtiments à défendre, alors même que les délais imposés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité sont échus ;

**Considérant** que ces non-conformités sont susceptibles d'entraîner une augmentation des dégâts en cas d'incendie et qu'elles constituent un non-respect réglementaire susceptible de générer un impact ou un risque important ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 avril 2022 susvisé et que face à ce manquement, il convient alors de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement en ordonnant le paiement d'une amende administrative d'un montant de 3 000 €, montant correspondant à 1500 € pour chacune des deux non conformités, à savoir l'absence de robinets incendie armés et d'un système de détection automatique d'incendie dans le bâtiment de stockage ;

**Sur proposition de** Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – Une amende administrative d'un montant de 3 000 (trois mille) euros est infligée à la société S.A. HIRSCH, dont le siège social est situé rue du Torpilleur Sirocco, 63 300 Thiers, exploitant une installation de récupération de déchets de métaux ferreux et non-ferreux sur le territoire de la commune de Thiers (SIRET 301 506 614 00025), Rue du Torpilleur Sirocco pour le non-respect des termes de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral n° 20220455, en date du 06 avril 2022.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 3 000 (trois mille) euros est rendu immédiatement exécutoire auprès M. le Directeur Régional des finances publiques de la région Auvergne Rhône-Alpes et du département du Rhône .

**Article 2** – Conformément à l'article II du L.171-8 du code de l'environnement, l'acte arrêtant les sanctions est publié sur le site internet de l'État du Puy-de-Dôme (<http://www.puy-de-dome.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de deux mois.

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** – Le présent arrêté sera notifié à la S.A. HIRSCH, et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame la Sous-préfète de Thiers,
- Monsieur le Maire de la commune de Thiers,
- Monsieur le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional des finances publiques de la région Auvergne Rhône-Alpes et du département du Rhône (à l'attention du chef de la section subventions et recettes)

- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le 16 NOV. 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Laurent LENOBLE



63\_UDDREAL\_Unité départementale de la  
Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement du Puy-de-Dôme

63-2022-11-16-00004

Arrêté préfectoral du 16/11/2022 prononçant une  
astreinte journalière à l'encontre de la société  
HIRSCH - commune de Peschadoires



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

**20221684**

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

### **ARRÊTÉ N°**

**rendant la société HIRSCH redevable d'une astreinte journalière concernant  
l'entreposage de déchets dangereux sans autorisation  
S.A. HIRSCH à PESCHADOIRES  
Installation de transit, regroupement, de déchets  
de métaux ferreux et non-ferreux - Commune de Peschadoires**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** la directive n°1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets modifiée et notamment son article 2 ;

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2, L.512-7 et L.514-5 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 août 1976 autorisant les établissements Hirsch à exploiter un dépôt de ferrailles et vieux métaux en gare de Pont de Dore sur le territoire de la commune de Peschadoires ;

**Vu** l'antériorité préfectorale au titre de la réglementation sur les installations classées pour le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2713, datée du 8 mars 2011 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 6 avril 2022 mettant en demeure la société HIRSCH de respecter les prescriptions sur la gestion et le stockage des déchets autorisés ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 9 septembre 2022 transmis à Hirsch par courrier en date du 11 octobre 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du 7 octobre 2022 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de l'astreinte susceptible d'être mise en place et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence d'observations de la société HIRSCH formulées dans le délai imparti ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 9 septembre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les sables de fonderie étaient toujours stockés sur le site de Peschadoires ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas justifié de la nature des déchets de sables ou de laitiers entreposés sur la plate-forme et n'a pas amélioré leurs conditions d'entreposage dans le délai d'un mois visé à l'article 2 de la mise en demeure susvisée ;

**Considérant** qu'en vertu du principe de précaution, à défaut de caractérisation, ces sables ou laitiers doivent être considérés comme des déchets dangereux et par conséquent, que cette

activité relève d'un classement en installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux sous la rubrique 2718 de la nomenclature ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas déposé un dossier de demande d'autorisation dans le délai fixé à l'article 2 de la mise en demeure susvisée ;

**Considérant** que le stockage de sables de fonderie, à même le sol, sans barrière de protection constitue un risque de pollution du sol ;

**Considérant** que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure n'ont pas été respectées puisque l'inspection du 9 septembre 2022 a permis de constater que les sables de fonderie et les déchets étaient toujours présents sur site, avec un défaut de caractérisation et d'autorisation au titre de la rubrique 2718 ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 avril 2022 susvisé et que face à ce manquement, il convient alors de faire application des dispositions des articles L.171-7 et L.171-8-II du code de l'environnement en ordonnant le paiement d'une astreinte journalière applicable à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à satisfaction de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure ;

**Considérant** que le montant de l'astreinte administrative journalière est évalué au regard du montant de l'estimation d'évacuation des déchets dangereux pour un montant de 1500€ représentant environ 50 € par jour pendant 30 jours;

**Sur proposition de** Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – La S.A. HIRSCH, dont le siège social est domicilié rue du Torpilleur Sirocco, 63 300 Thiers, exploitant une installation de transit et regroupement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Peschadoires (SIRET 301 506 614 00025), Gare de Pont de Dore, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cinquante euros (50 euros), jusqu'à satisfaction de l'article 2 de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral n°20220456 du 4 avril 2022, pour la mise en conformité de sa plate-forme du site de Peschadoires.

Cette sanction administrative est effective à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement (le décompte s'effectuant en jours calendaires) par arrêté préfectoral à l'issue d'un constat établi par l'inspection des installations classées.

L'exploitant devra fournir l'ensemble des justificatifs et les bordereaux de suivi de déchets.

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne serait pas satisfaite, les montants de l'astreinte journalière continueront de courir, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, et il pourra être pris à l'encontre de la société HIRSCH les autres sanctions administratives prévues à l'article L.171-7 du code de l'environnement.

**Article 3** – Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, sont publiées sur le site internet de l'État du Puy-de-Dôme (<http://www.puy-de-dome.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de deux mois.

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** – Le présent arrêté sera notifié à la S.A. HIRSCH, et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame la Sous-Préfète de Thiers,
- Monsieur le Maire de la commune de Peschadoires,
- Monsieur le Directeur Régional des finances publiques de la région Auvergne Rhône-Alpes et du département du Rhône (à l'attention du chef de la section subventions et recettes)
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le **16 NOV. 2022**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Laurent LENOBLE





63\_UDDREAL\_Unité départementale de la  
Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement du Puy-de-Dôme

63-2022-11-17-00009

Arrêté préfectoral du 17/11/2022 mettant en  
demeure la société ADIAMAS de respecter les  
prescriptions réglementaires pour l'exploitation  
de son établissement - commune de Palladuc



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

**20221697**

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**ARRÊTÉ N°  
de mise en demeure de la société ADIAMAS  
Commune de PALLADUC**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L. 511-1, L. 511-2 et L. 514-5 ;

**Vu** le Code de justice administrative ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 08-03531 du 20 octobre 2008 modifié autorisant la société ADIAMAS à exploiter des activités supplémentaires, et notamment ses articles :

- 1.5.1 qui dispose : « *Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation [...]* » ;
- 3.2.3.2.1. b) qui fixe les dispositions visant à garantir : « *le respect de la valeur limite d'émission [...] pour les machines hermétiques* » ;
- 7.4.3 qui dispose : « *Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]* »

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 28 octobre 2022 transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 octobre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

**Considérant** que lors de la visite du 24 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement, catégorie installations classées, a constaté :

- l'exploitation d'un groupe froid utilisant des hydrocarbures et d'une machine d'affûtage, sans que l'exploitant ait porté à la connaissance du préfet, avant leur réalisation, ces modifications apportées aux installations ;
- une valeur de concentration de perchloréthylène de 2,5 g/m<sup>3</sup> à l'ouverture du compartiment de travail d'une des machines hermétiques de défilage, supérieure à la valeur limite d'émission (VLE) de 20 mg/m<sup>3</sup> prévue à l'article 3.2.3.2.1 de l'arrêté du 20 octobre 2008 susvisé ;
- le stockage de 18 containers de 1 000 L de produits chimiques issus des bains de la chaîne de traitement de surface et de 6 fûts de résidus de colle issus des machines de défilage dans la cour de l'établissement, non placés sur rétention et susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ;

**Considérant** que ces constats constituent respectivement des non-respects des articles 1.5.1, 3.2.3.2.1.b) et 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 susvisé ;

**Considérant** que face à cette situation, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ADIAMAS de respecter les prescriptions des articles

1.5.1, 3.2.3.2.1.b) et 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup>** –

La société ADIAMAS, dont le siège social est situé « La Croix de l'Alisier 63 550 Palladuc », est mise en demeure de respecter, pour son établissement situé sur la commune de Palladuc :

- l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 susvisé, **dans un délai de 2 mois**, en transmettant au préfet les dossiers de porter à connaissance relatifs au groupe froid utilisant des hydrocarbures et à la nouvelle machine d'affûtage ;
- l'article 3.2.3.2.1.b) de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 susvisé, **dans un délai de 6 mois**, en prenant des dispositions permettant de rendre la concentration en perchloréthylène à l'ouverture du compartiment de travail conforme à la VLE autorisée ou en apportant les éléments démontrant que cette VLE ne s'applique pas ;
- l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 susvisé, en mettant sur rétention tous les containers de déchets présents sur le site, **dans un délai de 15 jours** ; en cas d'impossibilité, l'élimination des containers permettra de satisfaire audit article. Dans ce cas, la justification de cette élimination dans une filière adaptée devra être apportée au préfet.

Le délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 2** –

Dans le cas où une ou plusieurs obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3** –

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré par l'exploitant auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

### **Article 4** –

Le présent arrêté sera notifié à la société ADIAMAS et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, cet arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée de minimale de 2 mois.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,
- Mme la sous-préfète de Thiers,

- Monsieur le maire de la commune de Palladuc,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le 17 NOV. 2022

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Laurent LENOBLE



63\_UDDREAL\_Unité départementale de la  
Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement du Puy-de-Dôme

63-2022-11-17-00008

Arrêté préfectoral du 17/11/2022 prononçant une  
amende administrative à l'encontre de la société  
ADIAMAS - commune de Palladuc



**ARRÊTÉ N°**  
**prononçant une amende à l'encontre de la société ADIAMAS**  
**en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement**  
**Commune de Palladuc**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 08-03531 du 20 octobre 2008 modifié autorisant la société ADIAMAS à exploiter des activités supplémentaires ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°20220017 du 5 janvier 2022 mettant en demeure la société ADIAMAS de respecter, pour son établissement situé sur la commune de Palladuc, l'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 susvisé, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure, en prenant des dispositions permettant de rendre ses effluents aqueux conformes aux valeurs limites autorisées (DCO, MES, Ni et PH) ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 28 octobre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du 28 octobre 2022 informant l'exploitant, conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de l'amende susceptible d'être prononcée et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

**Considérant** qu'une non-conformité relative à la concentration de Nickel (Ni) a été constatée par l'inspecteur de l'environnement dans le rapport de mesure du contrôle inopiné des rejets aqueux de l'établissement qui lui a été transmis le 21 octobre 2020 ;

**Considérant** que la société ADIAMAS a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2022 susvisé de respecter les dispositions susvisées ;

**Considérant :**

- que lors de la visite effectuée le 24 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement, catégorie installations classées, a constaté que la société ADIAMAS ne respectait pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure pour ce qui concerne notamment la concentration en Nickel (Ni) dans les rejets aqueux, avec une concentration mesurée en juillet 2022 égale à près de 5 fois la valeur limite autorisée ;
- que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés, visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans la mesure où il est susceptible de porter atteinte au bon état chimique des eaux de surface (le Nickel est une substance toxique prioritaire visée par la directive cadre sur l'eau) ;

**Considérant** dès lors qu'il y a lieu de prononcer envers la société ADIAMAS le paiement d'une amende administrative conformément aux dispositions du 4° de l'article L.171-8 ;

**Considérant** que le montant de l'amende administrative de 1 500 euros n'est pas disproportionné par rapport à la gravité des manquements constatés et aux atteintes à l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Montant et titre de perception

Une amende administrative d'un montant de 1 500 euros est infligée à la société ADIAMAS (SIRET 30582340300012), sise sur le territoire de la commune de Palladuc (63 550) à l'adresse suivante « La Croix de l'Alisier », pour le non-respect des termes de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral n°20220017, en date du 5 janvier 2022.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 1 500 euros est immédiatement rendu exécutoire auprès du Trésor Public.

### Article 2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 3 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 4 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### Article 5 – Exécution – copie

Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne Rhône-Alpes et du département du Rhône (*à l'attention du chef de la section subventions et recettes*), le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- à Mme la sous-préfète de Thiers ;
- au maire de Palladuc
- à l'exploitant.

Clermont-Ferrand, le 17 NOV. 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Laurent LENOBLE



84\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne

63-2022-11-23-00006

AR du 23/11/2022 portant sur le prix de journée  
moyen



**PREFECTURE DU PUY-DE-DOME**

**DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME**

**A R R E T E**

**LE PRÉFET  
DU PUY-DE-DOME**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DU PUY-DE-DOME,**

- VU** le Code de la Santé Publique ;
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** les articles 375 à 375.8 du Code Civil ;
- VU** l'ordonnance n° 45.174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
- VU** le décret n° 75.96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur de jeunes majeurs ;
- VU** le décret n° 88.42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des Services Extérieurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale adopté par le Conseil départemental du Puy-de-Dôme ;
- VU** le Schéma Départemental Enfance Famille (2019-2023) du Département du Puy-de-Dôme ;
- VU** l'arrêté départemental en date du 23 juillet 2021 portant délégation de fonctions à Madame Eléonore SZCZEPANIAK, Vice-Présidente en charge de l'enfance et de la jeunesse ;
- VU** le budget de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** le budget supplémentaire de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** les propositions budgétaires et leurs annexes transmises par l'organisme gestionnaire pour l'exercice 2022 ;
- VU** le rapport budgétaire 2022 n°1 conjoint du Conseil départemental du Puy-de-Dôme et de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 24 août 2022 concernant la MECS « Arc-en-Ciel » de l'ADSEA ;
- VU** le courrier électronique de la Direction Administrative et financière de l'ADSEA du 22 septembre 2022 relatif aux contrepropositions budgétaires 2022 au rapport budgétaire 2022 n°1 du 24 août 2022 ;
- SUR** proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme et de M. le Directeur Général des Services ;

## A R R E T E N T

**ARTICLE 1 :** Au titre de l'année **2022**, le montant des dépenses et des recettes de la **Maison d'Enfants à Caracère Social "Arc en Ciel" – Rue de l'Arc-en-Ciel 63550 Saint Rémy sur Durolle** est arrêté à la somme de :

**2 780 088,20 € (dont déficit de 104 725,37 €)**

La répartition par groupe de dépenses (hors déficit) résultant du rapport budgétaire est la suivante : 283 872,51 € (dépenses du groupe I), 1 769 284,00 € (dépenses du groupe II) et 622 206,32 € (dépenses du groupe III).

**ARTICLE 2 :** Le prix de journée moyen 2022 est fixé à **227,86 €**.

**ARTICLE 3 :** **A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**, le prix de journée est arrêté à **227,86 €**.

**ARTICLE 4 :** Cette décision est susceptible d'un recours administratif gracieux qui doit être adressé au Président du Conseil départemental et auprès du Préfet dans le délai d'un mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux.

**ARTICLE 5 :** Le recours contentieux contre le présent arrêté doit parvenir au Secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour Administrative d'Appel, 184, rue Duguesclin 69003 LYON) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

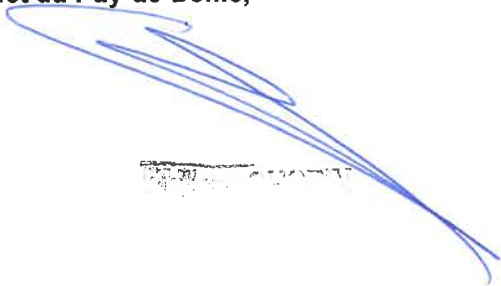
**ARTICLE 6 :** Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme,  
M. le Directeur Général des Services,  
M. le Directeur Général par intérim du Pôle Solidarités Sociales,  
Mme la Directrice Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse,  
Mme la Directrice de la Prévention et de la Protection de l'Enfance,  
Mme la Présidente de l'Organisme Gestionnaire,  
Mme la Directrice de l'Etablissement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet du Conseil départemental du Puy-de-Dôme ([www.puy-de-dome.fr](http://www.puy-de-dome.fr)) sous la rubrique « Assemblée départementale » onglet « Actes administratifs ».



Fait à CLERMONT-FERRAND, le

Le Préfet du Puy-de-Dôme,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long tail extending to the right.

P/Le Président du Conseil départemental,  
et par délégation,  
La Vice-Présidente du Conseil  
départemental  
en charge de l'enfance et de la jeunesse

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'ESZ' with a long tail extending to the right.

Éléonore SZCZEPANIAK

84\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne

63-2022-11-23-00003

AR du 23/11/2022 portant sur le prix moyen de  
journée



PREFECTURE DU PUY-DE-DOME



DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

**A R R E T E**

**LE PRÉFET  
DU PUY-DE-DOME**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DU PUY-DE-DOME,**

- VU** le Code de la Santé Publique ;
  - VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
  - VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
  - VU** les articles 375 à 375.8 du Code Civil ;
  - VU** l'ordonnance n° 45.174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
  - VU** le décret n° 75.96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur de jeunes majeurs ;
  - VU** le décret n° 88.42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des Services Extérieurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
  - VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale adopté par le Conseil départemental du Puy-de-Dôme ;
  - VU** le Schéma Départemental Enfance Famille (2019-2023) du Département du Puy-de-Dôme ;
  - VU** l'arrêté départemental en date du 23 juillet 2021 portant délégation de fonctions à Madame Eléonore SZCZEPANIAK, Vice-Présidente en charge de l'enfance et de la jeunesse ;
  - VU** le budget de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
  - VU** le budget supplémentaire de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
  - VU** les propositions budgétaires et leurs annexes transmises par l'organisme gestionnaire pour l'exercice 2022 ;
  - VU** le rapport budgétaire 2022 n°1 conjoint du Conseil départemental du Puy-de-Dôme et de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 24 août 2022 ;
- CONSIDERANT** l'absence de contrepropositions budgétaires 2022 de l'établissement à ce rapport budgétaire 2022 n°1 ;
- SUR** proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme et de M. le Directeur Général des Services ;

## ARRETEMENT

**ARTICLE 1 :** Au titre de l'année 2022, le montant des dépenses et des recettes du **Service AEMO de l'ADSEA - La Pardieu - 5 avenue Léonard de Vinci - 63000 CLERMONT-FERRAND** est arrêté à la somme de :

**2 873 621,49 € (dont excédent de 13 500,00 €)**

La répartition par groupe de dépenses résultant du rapport budgétaire est la suivante : 137 500,00 € (dépenses du groupe I), 2 213 058,99 € (dépenses du groupe II) et 523 062,50 € (dépenses du groupe III).

**ARTICLE 2 :** Le prix de journée moyen 2022 est fixé à **9,10 €**.

**ARTICLE 3 :** **A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**, le prix de journée est arrêté à **17,50 €**.

**ARTICLE 4 :** Cette décision est susceptible d'un recours administratif gracieux qui doit être adressé au Président du Conseil départemental et auprès du Préfet dans le délai d'un mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux.

**ARTICLE 5 :** Le recours contentieux contre le présent arrêté doit parvenir au Secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour Administrative d'Appel, 184, rue Duguesclin 69003 LYON) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6 :** Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme,  
M. le Directeur Général des Services,  
M. le Directeur Général par intérim du Pôle Solidarités Sociales,  
Mme la Directrice Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse,  
Mme la Directrice de la Prévention et de la Protection de l'Enfance,  
Mme la Présidente de l'Organisme Gestionnaire,  
Mme la Directrice de l'Etablissement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet du Conseil départemental du Puy-de-Dôme ([www.puy-de-dome.fr](http://www.puy-de-dome.fr)) sous la rubrique « Assemblée départementale » onglet « Actes administratifs ».

Fait à CLERMONT-FERRAND, le

Le Préfet du Puy-de-Dôme,



*[Signature]*

P/Le Président du Conseil départemental,  
et par délégation,  
La Vice-Présidente du Conseil  
départemental  
en charge de l'enfance et de la jeunesse



Éléonore SZCZEPANIAK



84\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne

63-2022-11-23-00005

AR du 23/11/2022 portant sur le prix moyen de  
journée



PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

**A R R Ê T É**

**LE PRÉFET DU PUY-DE-DÔME**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**  
**DU PUY-DE-DÔME,**

- VU** le Code de la Santé Publique ;
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** les articles 375 à 375.8 du Code Civil ;
- VU** l'ordonnance n°45.174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
- VU** le décret n°75.96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur de jeunes majeurs ;
- VU** le décret n° 88.42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des Services Extérieurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- VU** l'arrêté départemental en date du 23 juillet 2021 portant délégation de fonctions à Madame Eléonore SZCZEPANIAK, Vice-Présidente en charge de l'enfance et de la jeunesse ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale adopté par le Conseil départemental du Puy-de-Dôme ;
- VU** le Schéma Départemental Enfance Famille (2019-2023) du Département du Puy-de-Dôme ;
- VU** le budget de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** le budget supplémentaire de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** les propositions budgétaires et leurs annexes transmises par l'organisme gestionnaire pour l'exercice 2022 ;
- VU** le rapport budgétaire conjoint 2022 n°1 du Conseil départemental du Puy-de-Dôme et de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 24 août 2022 concernant le service AEMO de l'ANEF 63 ;
- VU** le courrier de l'établissement du 20 septembre 2022 relatif aux contrepropositions budgétaires 2022 au rapport budgétaire conjoint 2022 n°1 du 24 août 2022 ;
- SUR** proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme et de M. le Directeur Général des Services ;

## A R R Ê T E N T

**ARTICLE 1 :** Au titre de l'année 2022, le montant des dépenses et des recettes du Service AEMO de l'ANEF sis 34 rue Niel à CLERMONT-FERRAND est arrêté à la somme de :

**1 190 655,62 €**

La répartition par groupe de dépenses est la suivante : 61 278,14 € (dépenses du groupe I), 975 871,16 € (dépenses du groupe II) et 153 506,32 € (dépenses du groupe III).

**ARTICLE 2 :** Le prix de journée moyen 2022 est fixé à **8,99 €**.

Le prix de journée moyen d'une mesure d'AEMO classique est fixé à **8,45 €**.  
Le prix de journée moyen d'une meure d'AEMO intensive est fixé à **16,90 €**.

**ARTICLE 3 :** Au regard de l'article R.314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la non-rétroactivité des tarifs, à partir du **1<sup>er</sup> octobre 2022**, le prix de journée applicable aux ressortissants d'autres départements est fixé à **9,70 €**.

**ARTICLE 4 :** Cette décision est susceptible d'un recours administratif gracieux qui doit être adressé au Président du Conseil départemental et auprès de Monsieur Le Préfet dans le délai d'un mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux.

**ARTICLE 5 :** Le recours contentieux contre le présent arrêté doit parvenir au Secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Lyon (Cour Administrative d'Appel, 184 rue Duguesclin 69003 LYON) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6 :** Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme,  
M. le Directeur Général des Services,  
M. le Directeur Général par intérim du Pôle Solidarités Sociales,  
Mme la Directrice Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse,  
Mme la Directrice de la Prévention et de la Protection de l'Enfance,  
M. le Président de l'Organisme Gestionnaire,  
M. le Directeur Général de l'Organisme Gestionnaire,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet du Conseil départemental du Puy-de-Dôme ([www.puy-de-dome.fr](http://www.puy-de-dome.fr)) sous la rubrique « Assemblée départementale » onglet « Actes administratifs ».

Fait à CLERMONT-FERRAND, le

Le Préfet du Puy-de-Dôme,

Par délégation du Président,  
la Vice-Présidente en charge de l'enfance  
et de la jeunesse,

  
Eléonore SZCZEPANIAK

84\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne

63-2022-11-23-00007

AR du 23/11/2022 portant sur le prix moyen de  
journée



**PREFECTURE DU PUY-DE-DOME**



**DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME**

**ARRETE**

**LE PRÉFET  
DU PUY-DE-DOME**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DU PUY-DE-DOME,**

- VU** le Code de la Santé Publique ;
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** les articles 375 à 375.8 du Code Civil ;
- VU** l'ordonnance n° 45.174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
- VU** le décret n° 75.96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur de jeunes majeurs ;
- VU** le décret n° 88.42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des Services Extérieurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale adopté par le Conseil départemental du Puy-de-Dôme ;
- VU** le Schéma Départemental Enfance Famille (2019-2023) du Département du Puy-de-Dôme ;
- VU** l'arrêté départemental en date du 23 juillet 2021 portant délégation de fonctions à Madame Eléonore SZCZEPANIAK, Vice-Présidente en charge de l'enfance et de la jeunesse ;
- VU** le budget de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** le budget supplémentaire de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** les propositions budgétaires et leurs annexes transmises par l'organisme gestionnaire pour l'exercice 2022 ;
- VU** le rapport budgétaire 2022 n°1 conjoint du Conseil départemental du Puy-de-Dôme et de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 24 août 2022 concernant l'UAF de l'ADSEA ;
- VU** le courrier électronique de la Direction Administrative et financière de l'ADSEA du 22 septembre 2022 relatif aux contrepropositions budgétaires 2022 au rapport budgétaire 2022 n°1 du 24 août 2022 ;

**SUR** proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme et de M. le Directeur Général des Services ;

## **A R R E T E N T**

**ARTICLE 1 :** **Au titre de l'année 2022**, le montant des dépenses et des recettes des mesures d'accompagnement au retour en famille et des mesures de type SAPAP de Unité d'Accompagnement des Familles (U.A.F.) de l'ADSEA – Rue de l'Arc-en-Ciel 63550 Saint Rémy sur Durolle est arrêté à la somme de :

**392 814,20 € (dont excédent de 3 399,62 €)**

La répartition par groupe de dépenses résultant du rapport budgétaire est la suivante : 22 909,52 € (dépenses du groupe I), 339 538,43 € (dépenses du groupe II) et 30 366,25 € (dépenses du groupe III).

**ARTICLE 2 :** Le prix de journée moyen 2022 pour les 5 mesures d'accompagnement au retour en famille est fixé à **41,91 €**.

Le prix de journée moyen 2022 pour les 14 places de mesures SAPAP est fixé à **66,75 €**.

A titre informatif, le prix de journée moyen 2022 pour l'UAF s'élève à 62,26 €.

**ARTICLE 3 :** **A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**, le prix de journée des 5 mesures d'accompagnement au retour en famille est arrêté à **49,06 €** et le prix de journée moyen 2022 pour les 14 places de mesures SAPAP est arrêté à **66,75 €**.

**ARTICLE 4 :** Cette décision est susceptible d'un recours administratif gracieux qui doit être adressé au Président du Conseil départemental et auprès du Préfet dans le délai d'un mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux.

**ARTICLE 5 :** Le recours contentieux contre le présent arrêté doit parvenir au Secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour Administrative d'Appel, 184, rue Duguesclin 69003 LYON) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6 :** Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme,  
M. le Directeur Général par intérim du Pôle Solidarités Sociales,  
M. le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse,  
Mme la Directrice de la Prévention et de la Protection de l'Enfance,  
Mme la Présidente de l'Organisme Gestionnaire,  
Mme la Directrice de l'Etablissement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet du Conseil départemental du Puy-de-Dôme ([www.puy-de-dome.fr](http://www.puy-de-dome.fr)) sous la rubrique « Assemblée départementale » onglet « Actes administratifs ».

Fait à CLERMONT-FERRAND, le

Le Préfet du Puy-de-Dôme,

**P/Le Président du Conseil départemental,  
et par délégation,  
La Vice-Présidente du Conseil  
départemental  
en charge de l'enfance et de la jeunesse**



**Éléonore SZCZEPANIAK**





84\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne

63-2022-11-23-00001

AR du 23/11/2022 portant sur prix de journée  
moyen



PREFECTURE DU PUY-DE-DOME

DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

**A R R E T E**

**LE PRÉFET  
DU PUY-DE-DOME**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DU PUY-DE-DOME,**

- VU** le Code de la Santé Publique ;
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** les articles 375 à 375.8 du Code Civil ;
- VU** l'ordonnance n° 45.174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
- VU** le décret n° 75.96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur de jeunes majeurs ;
- VU** le décret n° 88.42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des Services Extérieurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- VU** l'arrêté départemental en date du 23 juillet 2021 portant délégation de fonctions à Madame Eléonore SZCZEPANIAK, Vice-Présidente en charge de l'enfance et de la jeunesse ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale adopté par le Conseil départemental du Puy-de-Dôme ;
- VU** le Schéma Départemental Enfance Famille (2019-2023) du Département du Puy-de-Dôme ;
- VU** le budget de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** le budget supplémentaire de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** les propositions budgétaires et leurs annexes transmises par l'organisme gestionnaire pour l'exercice 2022 ;
- VU** le rapport budgétaire 2022 n°1 conjoint du Conseil départemental du Puy-de-Dôme et de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse transmis à l'établissement en date du 24 août 2022 ;
- VU** le courrier du 15 septembre 2022 de l'établissement relatif au rapport budgétaire conjoint 2022 n°1 du 24 août 2022 ;
- SUR** proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme et de M. le Directeur Général des Services ;

## A R R E T E N T

**ARTICLE 1 :** Au titre de l'année 2022, le montant des dépenses et des recettes du **Service AEMO de l'ARPFE - 16 rue Jean Claret - 63000 CLERMONT-FERRAND** est arrêté à la somme de :

**1 783 117,62 € (dont excédent 74 024,00 €)**

La répartition par groupe de dépenses résultant du rapport budgétaire est la suivante : 249 750,00 € (dépenses du groupe I), 1 377 621,62 € (dépenses du groupe II) et 155 746,00 € (dépenses du groupe III).

**ARTICLE 2 :** Le prix de journée moyen 2022 est fixé à **8,99 €**

**ARTICLE 3 :** En application de l'article R.314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles relatif à la non-rétroactivité des tarifs, à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2022**, le prix de journée est arrêté à **28,49 €**.

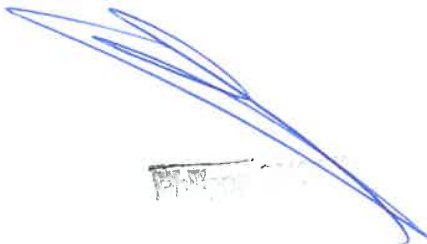
**ARTICLE 4 :** Cette décision est susceptible d'un recours administratif gracieux qui doit être adressé au Président du Conseil départemental et auprès de la Préfète dans le délai d'un mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux.

**ARTICLE 5 :** Le recours contentieux contre le présent arrêté doit parvenir au Secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour Administrative d'Appel, 184, rue Duguesclin 69003 LYON) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6 :** Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme,  
M. le Directeur Général des Services,  
M. le Directeur Général par intérim du Pôle Solidarités Sociales,  
Mme. la Directrice Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse,  
Mme. la Directrice de la Prévention et de la Protection de l'Enfance,  
M. le Président de l'Organisme Gestionnaire,  
M. le Délégué général de l'Organisme Gestionnaire,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet du Conseil départemental du Puy-de-Dôme ([www.puy-de-dome.fr](http://www.puy-de-dome.fr)) sous la rubrique « Assemblée départementale » onglet « Actes administratifs ».

Fait à CLERMONT-FERRAND, le

Le Préfet du Puy-de-Dôme,



Par délégation du Président,  
la Vice-Présidente en charge de l'enfance  
et de la jeunesse,



Eléonore SZCZEPANIAK

84\_DTPJJ\_Direction territoriale de la protection  
judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne

63-2022-11-23-00004

AR du 23/11/2022 portant sur prix moyen de  
journée



PREFECTURE DU PUY-DE-DOME



DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

**A R R Ê T É**

**LE PRÉFET DU PUY-DE-DÔME**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**  
**DU PUY-DE-DÔME,**

- VU** le Code de la Santé Publique ;
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** les articles 375 à 375.8 du Code Civil ;
- VU** l'ordonnance n° 45.174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
- VU** le décret n° 75.96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur de jeunes majeurs ;
- VU** le décret n° 88.42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des Services Extérieurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- VU** l'arrêté départemental en date du 23 juillet 2021 portant délégation de fonctions à Madame Eléonore SZCZEPANIAK, Vice-Présidente en charge de l'enfance et de la jeunesse ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale adopté par le Conseil départemental du Puy-de-Dôme ;
- VU** le Schéma Départemental Enfance Famille (2019-2023) du Département du Puy-de-Dôme ;
- VU** le budget de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** le budget supplémentaire de la collectivité départementale voté pour l'année 2022 ;
- VU** les propositions budgétaires du Foyer éducatif et ses annexes budgétaires (incluant le Dispositif Educatif d'Accompagnement Temporaire) transmises par l'organisme gestionnaire pour l'exercice 2022 ;
- VU** le rapport budgétaire 2022 n°1 conjoint du Conseil départemental du Puy-de-Dôme et de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 24 août 2022 concernant le Foyer et le DEAT de l'ANEF 63;
- VU** le courrier de l'établissement du 20 septembre 2022 relatif aux contrepropositions budgétaires 2022 au rapport budgétaire conjoint 2022 n°1 du 24 août 2022 ;
- SUR** proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme et de M. le Directeur Général des Services ;

## ARRÊTENT

**ARTICLE 1 :** Au titre de l'année 2022, le montant des dépenses et des recettes du **FOYER de l'ANEF incluant le Dispositif Educatif d'Accompagnement Temporaire (DEAT)**, sis 34 rue Niel à CLERMONT-FERRAND est arrêté à la somme de :

**1 642 794,28 € (dont excédent de 33 617,27 €)**

La répartition par groupe de dépenses résultant du rapport budgétaire est la suivante : 198 007,98 € (dépenses du groupe I), 985 147,55 € (dépenses du groupe II) et 459 638,75 € (dépenses du groupe III).

**ARTICLE 2 :** Le prix de journée moyen 2022 pour le Foyer éducatif (incluant le DEAT) est fixé à **138,59 €**.

**ARTICLE 3 :** **À compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**, le prix de journée pour le Foyer éducatif (incluant le DEAT) est arrêté à **246,93 €**.

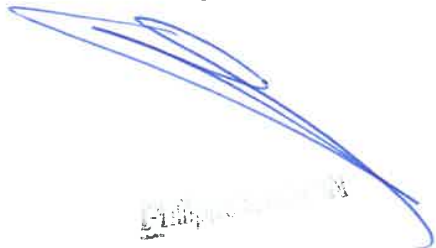
**ARTICLE 4 :** Cette décision est susceptible d'un recours administratif gracieux qui doit être adressé au Président du Conseil départemental et auprès du Préfet dans le délai d'un mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux.

**ARTICLE 5 :** Le recours contentieux contre le présent arrêté doit parvenir au Secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour Administrative d'Appel, 184, rue Duguesclin 69003 LYON) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6 :** Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme,  
M. le Directeur Général des Services,  
M. le Directeur Général par intérim du Pôle Solidarités Sociales,  
Mme la Directrice Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse,  
Mme la Directrice de la Prévention et de la Protection de l'Enfance,  
M. le Président de l'Organisme Gestionnaire,  
M. le Directeur Général de l'Organisme Gestionnaire,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet du Conseil départemental du Puy-de-Dôme ([www.puy-de-dome.fr](http://www.puy-de-dome.fr)) sous la rubrique « Assemblée départementale » onglet « Actes administratifs ».

Fait à CLERMONT-FERRAND, le

Le Préfet du Puy-de-Dôme,



Par délégation du Président,  
la Vice-Présidente en charge de l'enfance  
et de la jeunesse,



Eléonore SZCZEPANIAK